

DOSSIER
GANDHI

la Gueule ouverte



Combat non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

VOTEZ TROMBONE A COULISSE

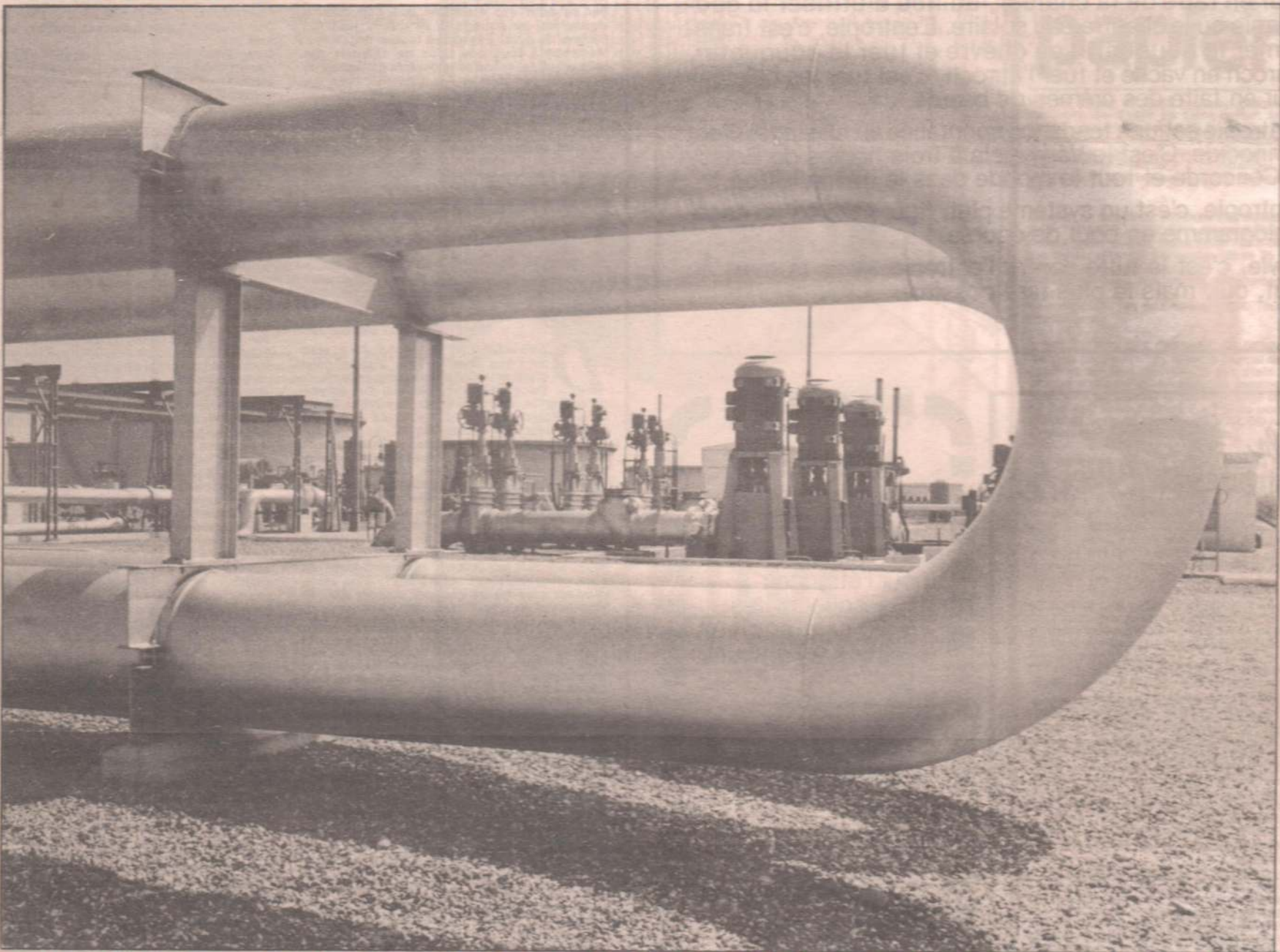


Photo Pierre Gallocher/DR

POUR UNE MUSIQUE SERIEUSE

Votez écosystèmes

Démagogie : la campagne électorale tourne autour du Smic à 2400 F. Si on parlait d'autre chose ! De l'entropie par exemple. Pointez-vous dans une réunion électorale en disant : « L'entropie ne passera pas ! ». Succès garanti.

Et pourtant... L'entropie, nous savons ce que c'est. Intuitivement ou scientifiquement. Mais allez l'expliquer... C'est comme le bonheur, impossible de s'en tirer sans prendre des images : le bonheur, c'est les doigts de pied écartés, le téléphone qui sonne, la joie d'un enfant, un rayon de soleil dans le smog...

Le Larousse nous dit : « L'entropie, en thermodynamique, c'est une grandeur qui exprime le quotient d'une quantité d'énergie calorifique par une différence de température. Son augmentation exprime la dégradation de l'énergie, c'est-à-dire la diminution de la possibilité de transformer de la chaleur en travail et d'une manière plus générale, une évolution irréversible vers un état de plus en plus différent de l'état initial ».

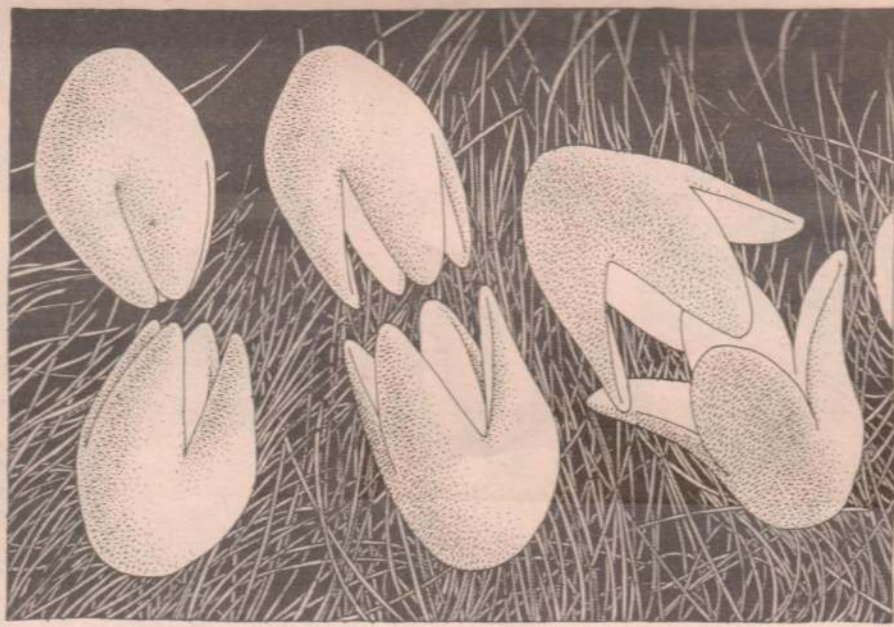
Merci, Larousse ! Nous voilà bien avancés.

A moi, Épinal ! L'entropie, c'est la dégradation du monde, c'est la destruction des différences, c'est mélanger le chaud et le froid pour en faire du tiède. L'entropie, c'est nier la valeur spécifique des races et des peuples, c'est croire qu'une peau grise uniforme sera la couleur de demain. L'entropie, c'est une basse-cour réduite à un élevage industriel de poulets. L'entropie, c'est gaspiller du pétrole pour se chauffer, c'est casser des molécules pour en faire de la chaleur, au lieu d'utiliser la géothermie ou le chauffe-eau solaire. L'entropie, c'est transformer le bouquetin en chèvre et tuer le bouquetin, l'auroch en vache et tuer l'auroch, c'est tuer les baleines pour en faire des crèmes de beauté.

L'entropie est une tendance spontanée au nivelage. C'est l'ethnocide. C'est le Vénézuéla à trois heures de Roissy en Concorde et tout le monde dans le même Hilton.

L'entropie, c'est un système plat, figé, comme un encéphalogramme en bout de course.

La vie, c'est la lutte contre l'entropie. Avec la mort au bout, oui, mais le plus tard possible.



COURRIER

La lessive dans nos têtes

La charte de la qualité de la vie, nouvelle formule. Les gogos de tous bords s'étaient dans la qualité de la vie. On fait de l'écologie car on aime la nature. Alors, voyez donc, nous sommes tous des écologistes distingués. Mes bretelles sont vertes, mon slip est vert, ma cervelle est verte et mon fric est vert. Les dépollutions, les espaces verts (10 m² par habitant, quel oxygène !), la lutte justifiée contre le bruit et le surmenage, pour une architecture à la française, pour des maisons individuelles où la famille vivra heureuse le reste de son temps... Voilà où nous en sommes. Parce que l'écologie est ce qu'il y a de nouveau dans la vie politique française, on accroche les wagons. La locomotive de la récupération est en marche et nul ne pourra l'arrêter. Et d'ailleurs, à quoi bon ? Nous sommes autres choses. Ils récupèrent le vernis à ongles. Nous avons un corps entier. Sur ce pour ces élections que l'on nomme législatives, les écologistes se disent : voilà une tribune de plus. Exposons toutes nos idées. Montrons à tous que nous ne sommes pas uniquement les connards verdoyants gambadant au milieu des gentianes et des pissenlits, mais que derrière les revendications, les luttes immédiates contre telle ou telle nuisance, nous avons une réflexion politique, que la pollution n'est pas tout, mais ce qu'il y a derrière est bien pire ; disons toutes les tares de notre société, sans en oublier, sans avoir peur de choquer ; parlons de la vie. Montrons en fait que les écologistes (il faut les appeler par un nom) sont les seules personnes à énoncer quelque chose de vraiment neuf, à réfléchir sur les sentiers non battus et pourtant plein de l'espérance de l'inconnu mortant à la base

la seule réflexion valable : la vie n'est qu'une, tout le reste autre que la vie n'est que confettis, toute entrave à la vie est à balayer. La société ne doit être que le rassemblement d'êtres qui sont décidés à vivre sans s'emmerder, sans emmerder le voisin, satisfaisant leurs vrais besoins (?). Autant d'énoncés, autant de questions qui fusent. Qui dit mieux ? Surement pas ces jeunes ou vieux renards de la politique qui n'ont qu'une chose en tête : le profit et la renommée. Et j'ai peine à voir que certains écologistes sont prêts à s'entendre avec tel ou tel parti, groupe, secte, pour présenter un candidat commun, laisser la priorité (ou appeler à voter pour lui au second tour) à un candidat qui se prononcera contre tel projet, se dirait aimer la faune sauvage ou dirait qu'il est pour la généralisation des WC communautaires. C'est la pire des compromissions. C'est entrer dans le jeu de la récupération cité plus haut, on donne la priorité à la guéguerre contre la pollution (et avec quelle efficacité ?), et les gens ont toujours la même fausse image de l'écologie. Car les élections n'ont pas à avoir un effet immédiat (peu importe les voix ou les élus) : c'est l'occasion exceptionnelle de se montrer tels que nous sommes. La voilà la vraie efficacité : ne montrer nous mêmes tels que nous sommes, et non pas être montrés par l'intermédiaire d'un intermédiaire d'un intermédiaire d'un sous-fiffre d'un parlement fantôme, sous un faux jour. Qu'après les élections, on travaille et joue avec n'importe qui pour lutter contre quelque chose de précis, c'est très bien. Mais ne gachons pas une occasion d'être vraiment nous mêmes, dans notre totalité, devant les gens qui ne nous connaissent pas (notre voisin, nos commerçants, tous) et qui, pourquoi pas, ne demandent que ça. La lutte non violente contre notre société ne se fait qu'avec des personnes qui ont fait un peu de lessive dans la tête. Ce n'est pas en leur racontant toujours des babioles que nos beaufs la feront ou auront envie de la faire.

J.M. Calvi

L'envers de l'envers du divan

DANS la GO/CNV du 2 février, j'ai lu coup sur coup deux articles, d'abord celui d'Isabelle Cabut : « Libres enfants de Sarcelles Hill » ensuite celui d'un camarade de Nantes contre-signé par Yves-Bruno Civel : « L'envers du divan ». Résultat pour moi : un court-circuit. « Alors, écrit Isabelle, les mêmes qu'on aimait tant, dont on respectait tant la personnalité et l'indépendance (mange quand tu veux, lave-toi quand tu veux, étudie quand tu veux), ils zigzaguaient par là à travers, entraînés dans nos errances, se heurtant à nos échecs. » Constat cruel, chanson lucide de ceux qui dénoncent les pièges de l'amour, ici celui des adultes vis-à-vis des enfants saisis par le désir de mort. Et l'exorde d'Isabelle est pertinent : « C'est seulement sur nous-mêmes que nous pouvons agir... vivons nos rêves aujourd'hui... dépêchons-nous de vivre juste ». Belle leçon de courage et de modestie. Et s'il fallait, me disais-je, être encore plus modeste ? Oser, sans renier nos espoirs, pousser plus loin la lucidité, écouter cet étrange petit tambour de l'inconscient qui résonne souvent en décalage avec nos discours, oser admettre que nos pensées et nos actes se donnent aussi à lire ailleurs que là où nous les rationalisons si savamment, oser dire que nous n'accédons au désir que grâce à la distance, à l'interdiction, à la violence même ! Tant pis pour ceux qui croient qu'on peut donner un toit sans bâtir des murs, qu'on devient libre en supprimant pères et repères. Peut-être même que le meurtre du père engendre-t-il une dictature encore plus cruelle, celle de la mère. Mais voilà que je m'égare en des sentiers réservés d'habitude aux professionnels de la psychanalyse : il y aura toujours un imbécile pour me prendre ici à la lettre ou m'inviter à m'asseoir sur un divan.

(...)
Je n'aurais pas pris la peine d'écrire ici ces furtifs commentaires en marge du texte d'Isabelle si le court-circuit provoquant cette lettre, ne s'était point produit après la lecture d'une attaque en règle contre les Centres Psychothérapeutiques de Nantes (les CPN) qui, après avoir défrayé la chronique locale, se trouvent promus par GO/CNV au rang de danger national. Parce qu'une soignante en a été licenciée, mais surtout parce que les soignants y auraient « forgé les chaînes de leur soumission au pouvoir psychiatrique... et patronal ». Il se trouve que j'ai fréquenté longuement comme stagiaire les CPN, institution où le travail est réifié à la psychanalyse. Pas celle dont débattent doctement les politiciens (y compris d'extrême-gauche) et autres universitaires en des formes aussi lapidaires qu'ingénues, mais celle qui permet laborieusement d'apprendre à « vivre juste », qui peut aider à moins « zigzaguer », qui explore les mêmes symptômes que ceux décrits par Isabelle, enfin qui questionne la fausse banalité de ces termes magiques de notre vocabulaire quotidien : pouvoir, argent, sexe (et liberté sexuelle), amour, politique, répression, autogestion... J'en passe. Oui, une soignante a été licenciée après avoir refusé une mutation ; comme tout travailleur qui perd son emploi elle a droit à réparation. Quand à transformer la dite soignante en martyr, victime de sa lucidité critique, il y a un pas que l'honnêteté m'empêche de franchir aussi allègrement que nombre de mes amis politiques habituels. Si d'aventure, un collaborateur de la GO/CNV est licencié par l'équipe toute entière (qu'on ne me chante pas qu'il s'agit d'une hypothèse absurde), ce fait regrettable dans la logique syndicale ne suffira pas à transformer l'exclus en héros et à disqualifier le travail de la GO/CNV. N'ayant nulle envie de plaider pour la cause des CPN (serait-ce possible d'ailleurs ?), je veux simplement témoigner, de ma place politique - militant du PSU - que le travail qui s'effectue aux CPN avec ses tâtonnements et ses ratages, ses exigences et son humour, ses hypothèses quant à l'usage de la psychanalyse, est une contribution utile aux autogestionnaires soucieux d'accorder leurs rêves à la réalité. Il est facile et démagogique de décontextualiser une série de faits vécus aux CPN, de crier haro sur le méchant psychanalyste, source unique du « pouvoir » dans une institution « totalitaire », de critiquer la séparation imposée des soignés et de leur famille, etc... et de refuser d'entendre un autre registre que celui de la platitude dangereuse d'un certain gauchisme, celui précisément dont les effets m'ont parus dénoncés par Isabelle.

Jacques Ricot



Administration
BP 26
71800 La Clayette
Téléphone : (85) 280024
Télex : ECOPOLE 801630F
Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public Téléx PTT, il est possible de nous envoyer des articles. De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour, avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre « à rediffuser » en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée).
SARL Editions Patatras au capital de 2100 F
Directeur de publication
Georges Didier
Abonnements :
170 à 250 F selon vos revenus,
180 F minimum pour l'étranger,
150 F pour les collectivités,
75 F pour cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Editions Patatras
BP 26
71800 La Clayette
Changements d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2F en timbres.

ABONNEMENT

170 à 250 F selon vos revenus:
180 F minimum pour l'étranger:
150 F collectivités:
75 F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards:

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de:
Editions Patatras
BP 26
71 8000 La Clayette.

(Ecrire en capitales)
NOM

PRENOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

QUELLE ÉTAIT VERTE MA BANLIEUE



Dans la querelle séculaire qui oppose la province à la capitale, la banlieue est l'éternelle laissée pour compte. Pourtant, elle existe, elle existe bien et les quatre-cinquièmes de la population dite parisienne, soit 8 millions de personnes, est composée de banlieusards, habitants de cités dortoirs, riverains d'aéroports, usagers des transports en commun et du périphérique, rien que des écologistes en puissance... Vous croyez que l'écologie s'en soucierait ? Du bout des doigts, oui. On se passionne pour les dissensions entre les diverses tendances du mouvement écologique, on insiste sur l'opposition entre la capitale (déchi-

rée de conflits mais à la pointe de la réflexion politique) et les régions (unies dans la lutte mais un peu... comment dire... pas bien avancées) et la banlieue, rien !

Pour faire cesser cette scandaleuse situation, nous n'avons pas hésité à faire une enquête «carte orange» afin de savoir s'il n'existait pas des groupes écologiques, «à la base», qui ne se situeraient ni dans la grande parade d'Écologie 78 ni dans quelque marginalité agro-bio-flippée-mystique. Des qui soient à l'abri de la rumeur électorale sans se retirer pour autant du reste de monde. Nous avons commencé par le Val de Marne.

LE Val de Marne n'est pas précisément un paradis pour l'écologiste. Située au sud-est de la région parisienne, cette banlieue a toutes les caractéristiques qui font rêver : une zone industrielle tout le long de la Seine, une ville nouvelle, Créteil, un projet de centrale nucléaire à Nogent sur Marne, un aéroport à Orly, et avec ça, un fief communiste depuis plusieurs décennies. Maurice Thorez y était déjà député en 1932, Marchais depuis 1973, et sur les huit circonscriptions du département, la moitié est détenue par le Parti, c'est dire qu'on ne rigole pas avec le chômage, le SMIC et les travailleurs.

Là-dessus, démarre la campagne des législatives, particulièrement sanglante tant du côté de la gauche que du côté des écologistes. Entre le PS et le PC, la rivalité est exacerbée depuis les municipales, depuis que, comme dit notre confrère "Le Monde", « le parti de M. François Mitterand a emporté en mars 77 Créteil, le chef lieu du département ». Damned, quel suspense !

LA JAVA DES CIRCONSCRIPTIONS

Entre les groupes écolos, c'est aussi la rivalité ouverte. A un moment, on avait même craint des candidatures concurrentes investies du même label Écologie 78 (voir article de Libération du 9 février). Finalement les groupes écologistes locaux ont préféré, dans les circonscriptions où SOS avait parachuté des candidats à la candidature, rallier le Front Autogestionnaire. Voici le détail, circonscription par circonscription (attention à l'interro écrite en fin d'article) : sur huit circonscriptions, deux ne présentent pas de candidat écologique, la première et la troisième, c'est toujours ça que vous n'aurez pas à retenir, pour les fumistes.

Dans la 2^e, la 4^e et la 5^e, même topo : un candidat de SOS contre un candidat du Front Autogestionnaire (renforcé écolo). La deuxième circonscription, celle de Choisy le Roy, Fresnes, Orly, Rungis, a vu arriver un certain Gatel, transfuge du RPR, comme aspirant au label du collectif Éco

78; ce que voyant, le groupe de Choisy a rejoint le Front, représenté par Mlle Christiane Le Roux, tandis que Gatel persistait, mais sous l'étiquette SOS-Environnement, le collectif lui ayant refusé son investiture. Quatrième circonscription : c'est le groupe d'Alfortville qui a rallié le Front, représenté par Maurice Thomas, abandonnant l'étiquette Collectif Éco 78 à Georges Bord, un type SOS. Cinquième circonscription, enfin le groupe des Amis de la Terre de Saint-Maur et un reste du groupe de Créteil s'est rallié au Front tandis que Pierre Cuesta, animateur du Mouvement Écologique de longue date, se présente sous l'étiquette Éco 78 à Joinville. Le cas de Cuesta est un peu à part dans le Val de Marne : on ne peut pas lui reprocher d'être parachuté puisqu'il habite Joinville, ni d'être un écolo fraîchement converti, mais on peut s'interroger sur sa représentativité. Lui-même déplore ne pas être soutenu par les groupes de base, et se trouve très esseulé.

Dans la sixième circonscription, celle de Champigny et Nogent sur Marne, un spec-

taculaire parachutage : Jacques Menant, conseiller municipal de Choisy le Roy, donc de l'autre bout du département, a été imposé sans peine par SOS puisqu'il n'y a même pas de représentant du Front Autogestionnaire en face.

La septième circonscription, celle de Vincennes, Saint-Mandé, Fontenay sous Bois, on retrouve l'opposition Éco 78 - Front Autogestionnaire, à ceci près que comme il n'y avait pas de groupe écologique tirillé par les élections, il n'y a pas eu de problème d'investiture, semble-t-il. En revanche, on note que la candidate du collectif est une des trois femmes du Parti Féministe contactées par SOS pour la circonstance (voir encadré). Il s'agit de Mme Gisèle Chaleyat.

FRANCS TIREURS

Enfin, on en arrive à la huitième, la plus importante en surface dans le département, et la plus intéressante du point de vue écologiste. D'abord, parce qu'on y trouve à la fois des problèmes ruraux (cette partie du



Val de Marne s'ouvre sur la Brie) et des problèmes urbains, avec l'aéroport d'Orly dont les nuisances touchent surtout Villeneuve le Roy et Villeneuve Saint Georges. Ensuite, parce que c'est la seule circonscription où le candidat, Georges Parisot, soit issu du Mouvement Écologique et son suppléant des Amis de la Terre. Donc, pas de SOS...

En face, le PSU est tiraillé. Deux sections envisageaient de faire cause commune avec les écologistes, dans une liste qui aurait pu être un truc du genre Écologie et Autogestion. Mais voilà que les instances dirigeantes de cet organe d'extrême-gauche ont mis un frein à toutes ces velléités, rappelant sa base à l'ordre et lui conseillant de faire alliance plutôt avec les GAM (groupes d'action municipale) pour constituer une antenne du Front Autogestionnaire. C'est Gérard Garel le candidat.

Il semble donc que, dans ce coin du Val de Marne, les écolos, « les vrais », soient en position de force. C'est sans doute pour cette raison que la candidature parachutée par SOS n'a pas tenu le coup et qu'elle est retournée dans la deuxième circonscription, en suppléante de Gatel. Voilà donc pourquoi la huitième circonscription a échappé, de peu, à la double investiture Éco 78. Mais il y a autre chose : à Villeneuve-Saint-Georges, un groupe écologiste mène une sorte de contre-campagne, « qui ne veut ni soutenir ni présenter de candidat » pour reprendre les termes d'un de ses animateurs, Roland Dineur. Est-ce par réaction devant toutes les péripéties dont la huitième circonscription du Val de Marne n'a pas été avare ? « Notre position date d'avant toutes

ces histoires » souligne Roland; et ils ont adressé à TOUS les candidats, y compris les écologistes ou autogestionnaires, un questionnaire portant notamment sur l'éventualité d'une démission du mandat de député « dans le cas où l'intérêt de parti l'amènerait à sacrifier une partie seulement des intérêts de la circonscription ». L'axe principal de cette contre-campagne porte sur la redécouverte de la démocratie directe et la remise en cause des formes de scrutin électoral.

Créé en avril 77, le groupe écologiste de Villeneuve-Saint-Georges n'a pas eu à subir les assauts de l'électoratisme au cours de la première campagne, celle des municipales. Il reste fidèle au principe de la non-représentativité : « nous ne nous sentons pas le droit de représenter des gens, sur des questions où on pourrait prétendre être plus compétents qu'eux ». Dans l'information qu'ils font sur ce que pourrait être une démocratie, ils insistent sur deux aspects : les exclus des élections; le scrutin. « Nous récusons le principe du vote, mais dans la mesure où il existe, nous ne voyons pas pourquoi certaines catégories de la population n'auraient pas ce droit, comme les prisonniers, les immigrés, les mineurs de dix-huit ans; dans les entreprises, par exemple, la barre est placée à seize ans pour l'élection des délégués syndicaux ». Quand au mode de scrutin, qu'il soit majoritaire à deux tours ou proportionnel, seule la majorité a droit à l'expression. Et de rappeler que Giscard d'Estaing a été élu avec onze millions de voix. Ils proposent le principe d'un délégué élu, mandaté, révocable, ceci dans une structure qui ne dépasse pas l'échelon communal. Pour Roland Dineur,

l'unité politique devrait être la commune, puis la région, en tous cas pas le département qui ne représente rien comme entité ethnique ou géographique (d'ailleurs, c'est une invention de Napoléon, NDLR).

ET LA POPULATION ?

Si on est pour l'élimination du système parlementaire, on est contre les élections législatives. Mais pourquoi ne pas profiter de la tribune ? « Si on continue à jouer ce genre de jeu, on va récupérer tous ceux qui sont dégoûtés des partis politiques. Ce ne sera pas voter écologiste, ce sera voter contre les partis traditionnels ».

Quel « créneau » occuper pour se faire entendre ! « Nous ne sommes surtout pas des militants » dit-il, au sens où le militantisme se limite souvent à un discours, sans s'appuyer sur une pratique. « On n'essaie pas d'intervenir en tant que groupe mais en tant que les membres du groupe. » par exemple au niveau du travail, de la vie publique de leur commune. Ils ont été présents à presque toutes les réunions sur le POS (plan d'occupation des sols) et ont édité une brochure qui fait des contre-propositions à celles de la mairie, en insistant notamment sur l'autonomie des quartiers.

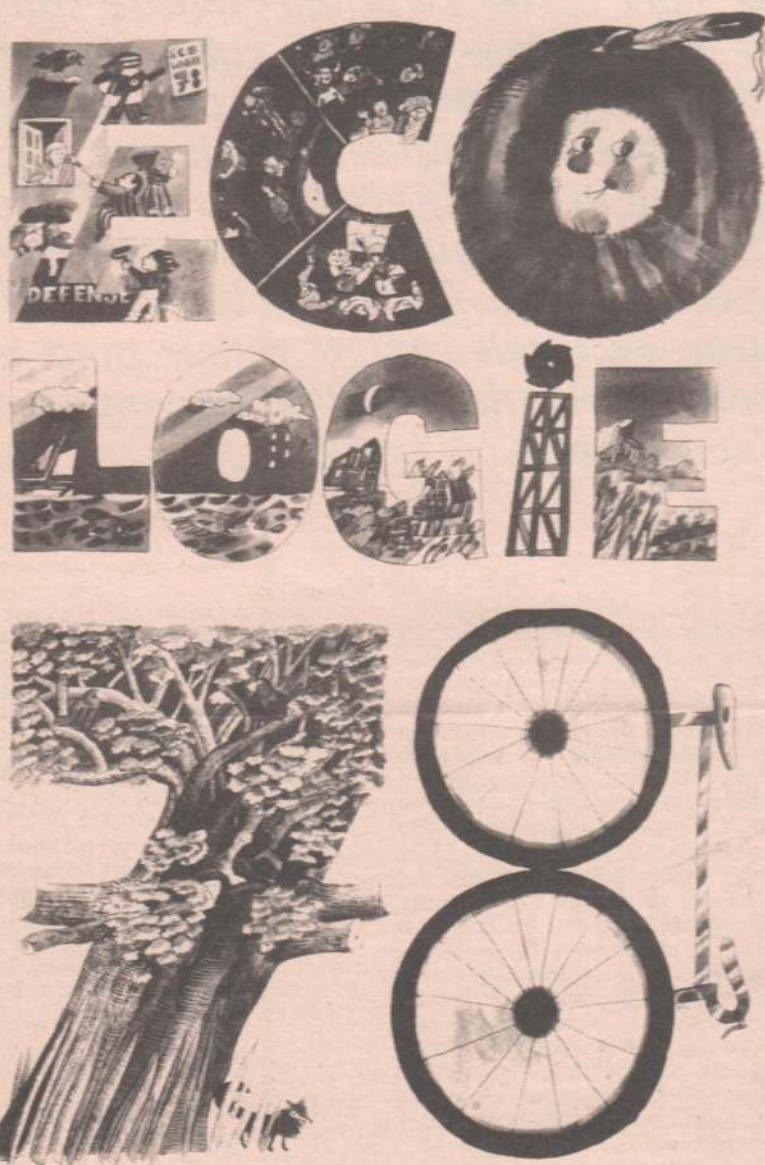
Des qui doivent se poser des questions, ce sont justement les habitants des quartiers. Vont-ils voter écologiste, vont-ils ne pas voter ? Roland Dineur reconnaît que les gens ont du mal à s'y retrouver. « Les seuls écologistes qui comptent, en ce moment, ce sont ceux qui se présentent aux législatives » Heureusement que les élections ne sont qu'un mauvais moment à passer, et que, malgré cette conjoncture électorale, l'écolo-

gie attire encore à soi des gens qui amènent un peu de fraîcheur dans la fétidité ambiante.

On a de plus en plus l'impression que le moyen (les élections) éclipsent la fin (parler d'écologie). Marie-Paule Labbey, porte-parole de Haute-Normandie au Collectif Écologie 78, disait récemment : « Au lieu de se demander en quoi les écologistes portent un regard neuf sur le monde, on en reste toujours aux querelles de la capitale. Nous en province, on commence à être agacés ». Ce à quoi Brice Lalonde, porte-parole de Paris au même Collectif Écologie 78, devait répondre : « Notre désarroi tient à ce que nous ne savons pas très bien comment un mouvement tel que le mouvement écologiste peut intervenir dans la politique, qui ne soit ni de se faire tuer à Malville ni d'aller aux élections. Or ces questions ne vont pas vers une résolution, mais il y a une régression, il ne faut pas se le cacher ».

Devant un tel désarroi, l'action d'un groupe franc-tireur comme celui de Villeneuve Saint Georges apporte la preuve que l'écologie échappe - mais pour combien de temps ? - à la psychologie de la mission historique. Comme disait Lambert, on est un peu comme le bouchon qui croit faire avancer la rivière... Il ne faudrait pas oublier que le succès des écologistes (succès qui se traduit en suffrages ou en sympathie) vient de ce qu'ils sont portés par une vague, celle du ras-le-bol des gens devant l'absurdité. Ils ne nous ont pas attendus pour s'en rendre compte. Je ne pense pas que ce soit une régression que de s'en apercevoir un beau jour.

Catherine Decouan



SOS Femmes candidates

Comme Monsieur Jourdain découvrant qu'il faisait de la prose, les femmes se sont aperçues qu'elles faisaient de l'écologie : sans le savoir. En créant la vie. En la préservant. On ne peut donc que se réjouir de voir la convergence entre l'action des féministes et l'action des écologistes. Rapprochement qui s'opère fréquemment sur le terrain, à l'occasion d'une squattérification par exemple.

Quand il s'agit du terrain électoral, on est déjà plus circonspect. Il avait été question de contracter des alliances avec des groupes de femmes dès le début de la campagne, afin que les écologistes sortent un peu de la petite famille anti-nucléaire et intègrent d'autres luttes, façon Partito Radicale Italien. Quelque chose n'a pas dû fonctionner quelque part, et notamment pour les mouvements de femmes, parce qu'à quinze jours du scrutin, le seul accord qui ait été passé, c'est entre SOS-Environnement et le Parti Féministe.

En tant que femme et écologiste, je crois que je vais craquer...

Les dames du PF nous ont invités, pour présenter leur trois candidates, Anne-Marie Vergès (XII^e), Gisèle Chaleyat (Val de Marne) et Christine Roux (Hauts-de-Seine), au club Pernod sur les Champs-Élysées. Après s'être fait souhaiter la bienvenue au nom de Pernod, Suze et Cinzanno, on est entré dans le vif du sujet. Pourquoi un rapprochement avec les écolos plutôt qu'avec un mouvement rien que de femmes, comme Choisir ? C'est vrai, les féministes du parti du même nom ne remettent pas en cause le principe du pouvoir, encore moins le système parlementaire, elles en veulent une part pour les femmes, voilà. A mon avis, Gison était mieux placée que nous pour ça.

J'étais dans l'erreur : « Choisir a des options différentes, agissant de manière ponctuelle sur des problèmes précis. Nous voulons entrer dans ces problèmes ponctuels par la grande porte, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale. » La mère Halimi aussi, elle veut même être ministre des femmes, on ne peut pas lui reprocher de ne pas chercher les grandes portes. « Le programme commun des femmes nous a paru trop restrictif sur des questions comme l'énergie, la croissance, le nucléaire, tandis qu'avec SOS-Environnement nous avons bien des préoccupations communes. Les espaces verts, l'automobile... » Décidément, elles sont écologistes. D'ailleurs, elles nous connaissent, bien : « Nous avons traité avec les têtes du mouvement ».

Sur le nucléaire, pas de doute, leur opinion est la même que la nôtre. Sur l'armée... « Pour ce qui est de faire vraiment la guerre, seuls les hommes et les femmes de plus de quarante-cinq ans devraient la faire, parce qu'ils ont déjà eu leurs enfants et puis l'activité militaire est devenue tellement technique ». C'est très louable de vouloir éviter le massacre des jeunes générations, mais de là à sacrifier le deuxième âge ! Et puis on peut faire de très beaux enfants à quarante-cinq ans, comme dit un jeune père de mes amis.

« Enfin, devait conclure Gisèle Chaleyat vous savez, nous sommes des femmes toutes simples. Nous allons faire tout ce que nous pouvons pour que la nouvelle Chambre soit une Chambre plus représentative. »

C'est comme ça : il y a dans le monde des gens compliqués et des gens simples.

C.D.

écologie n+un

Vivre, le faire passer, c'est faire de la politique. Ceci dit, il restait à le montrer, à apporter du touchable, du sensible. N + 1, ça veut être ça. Recenser, mettre en contact, émouvoir, ouvrir des possibles. Pari d'une société alternative que nous construirons ensemble en tenant compte des réalités sociales et économiques, mais aussi en développant un autre système d'échanges, au niveau affectif ou culturel. Tournons la page sur ce monde déjà mort de vide et de non-sens pour, ensemble, rechercher une mouvance énergétique reprenant à notre compte les quelques possibilités qui nous sont offertes. On ne tire pas la langue au vieux monde, on le change tout simplement.

écologie vivante

76

Lieux de rencontre

Henriette Catherine
rue des Longues Mares
76520 INCARVILLE par BOOS

ROY Gérard
St Léonard Bt A n° 83
76170 LILLEBONNE

CHEVILLARD Yves
Tour Ile de France Apt 51 8° étage
rue Rétimare
76190 YVETOT

KIEFFER Josiane
34 Immeuble Loire
Val de Bucaille
76000 FECAMP

PUSATERI Patrice
87 rue Ecuycère
76000 ROUEN

FRECHON
Les Ruisseaux
76440 Compainville/Forges-les-Eaux

Contacts

MALLET Jean-Loup
68 Bd de Verdun
76200 DIEPPE

DARDENNE Patrick
34 Avenue Bizet
76380 CANTELEU

DION Jean Pierre
59 rue Jean Jaurès
76410 ST AUBIN Les Elbeuf Cléon

LEFEVRE Christian
7 rue d'Herbouville
76000 ROUEN

TREMAUVILLE Brigitte
55 rue du Calvaire
76120 YVETOT

DIDION Francis
3 rue du Massion
76000 Rouen les Sapins

Media

Tribune de l'agglomération Rouennaise (hebdo)
240 rue Martainville
76000 ROUEN

Groupes et associations

Groupe écologique de la région Rouennaise
Collectif autoréduction 15%
Librairie Rencontres
102 rue St Hilaire
76000 ROUEN

MDPL BP 1127
76100 ROUEN

Solidarité Femmes
43 avenue Pasteur
76000 ROUEN

Planning Familial
12 rue Albert Glatigny
76100 ROUEN

Union des Consommateurs de Seine Maritime
38 rue St Nicolas
76000 ROUEN

Collectif Havrais d'écologie
153 Bd de Strasbourg
76600 LE HAVRE

Association écologique Cauchoise
Manoir du Val Frouilleville
76510 St Nicolas d'Aillermont

Coop «Caux Nature»
23 rue Ferdinand Lechevalier
76190 YVETOT

Les «cartes orange» veulent vivre.

Contactez-vous les uns les autres

28
Sylvie GALLET; 35 J. Jaures 26300 Mainvilliers

75
Patrick l'HIGUINEN, porte 522, 164 rue de Saussure
75017 Paris

Didier GOBIN, 22 rue de Vouillé 75015 Paris

Thierry DUBOC, 54 rue de Tolbiac 75013 Paris

Pascal WAGNIEZ, 19 rue de Trétaigne 75018 Paris

Véronique BASTIEN et Marc GUILLEMOT, 4 rue
Mizon 75015 Paris

Dominique FOURREY, 8 rue A, Ranc 75018 Paris

77
Christian AVRIL, 436 rue de la Lyve 77350 Le Mée
sur Seine

Robert CHIBLEUR, 214 cité Léon Lallemand 77190
Dammarie les Lys. Tel 437 68 87

Xavier POTTIER, 19 rue de la Dhuis 77860
Quincy-voisins

Claude ROUGET, 3 Impasse des Platanes, Vert St
Denis 77240 Cesson

78
Jean Michel LOUVET, 3 ruelle du Lavoir, Algre-
mont 78240 Chambourcy

91
Philippe RIFFARD, 45 Bd Dubreuil 91400 Orsay

Yves TESTARD, 18 rue St Pire 91100 Corbell-
Essoye Tel 496 09 26 (le soir)

María BRIGOGNE, 3 impasse V. Hugo 91220
Bretigny

Daniel ARAMBOL, 118 rue d'Aulnay, St germain
les Arpajons Tel 084 63 47

92
Jacques MARTINEZ, 7 rue Paul Verlaine, apt. 252
92260 Fontenay aux Roses

Michel HUSSON, 31 av. du Bois 92290 Chatenay-
Malabry

Jean Pierre CORNUET, 12 bis rue Sartois 92250 La
Garenne

Thierry LE GOAZIOU, 2 rue Jean Moréas 92320
Chatillon sous Bagneux

Jean Michel LAMOUR, 22 rue de Zilina 92000
NANTERRE.

93
Jean LABARRE, 12 rue du 11 novembre 93500
Pantin

Yves LE CAR, 78 Bd Edouard Vaillant 93300
Aubervilliers

Jean pierre et Anne Marie MONTIGNE, cité Jacque
Decour, N° 132, bat. A (3ème étage) 93150 Blanc
Mesnil

94
Dominique SIMONNET, 4 allée Charles IX 94150
Rungis

Gilles HATCHONDO, 22 av. du G. Leclerc, bat. B2
94470 Boissy St Léger

Jean Philippe BRETTE, 20 rue du Dr Calmette 9424
L2 Hay les Roses

95
Michel QUESNAY, 6 rue d'Epinay 95100 Argenteuil

Vincent MAUNOURY, 7 rue de Turin 95160 Mont-
morency

La solitude du penseur de fond ...

La croisée des mots

L'écologie politique nous a appris à avoir, à l'égard de toutes sortes d'objets, d'appareils, d'usages, une attitude résolument critique. Nous essayons tous, plus ou moins courageusement et avec bien des rechutes dans nos anciennes habitudes, de nous passer de ceci, de consommer moins de cela, et d'inventer autre chose. Et nous continuerons, bien sûr. Mais nous aurions tort de croire que l'invention pourrait s'arrêter aux seules choses.

Si nous voulons vraiment en finir avec les techniques qui ruinent l'homme et son environnement, en effet, il nous faut aussi prendre le contrôle des représentations et des schémas intellectuels qui les autorisent à proliférer. Or, dans ce domaine, avouons le, nos recherches ont été plus que modestes (1). Il ne faut donc pas nous étonner si, dans la plupart des discussions où l'écologie politique se trouve mise en question, nous passons pour tourner en rond.

V oici par exemple, un ami, disons, qui a renoncé à se déplacer autrement qu'à vélo, ou en n'utilisant, à la grande rigueur que les transports en commun. Je l'écoute, effaré, se lancer dans un discours superbe sur l'égalité et la justice sociale. Admettons que l'autobus et le vélo soit plus «égalitaires» que l'automobile, même si certains réussissent déjà à y être plus égaux que d'autres... (2) Mais c'est au nom de l'égalité aussi ne l'oublions pas, que tout le monde veut d'une auto. Ainsi, au moment même où mon bonhomme conteste le modèle de croissance capitaliste, il en reprend l'argument essentiel : en avoir tous autant que ceux qui ont plus de chance que nous.

Naturellement, il se défend. Quand il parle d'égalité, lui, ce n'est pas du tout ça qu'il veut dire ! j'ai bien compris... Mais alors il faut admettre qu'il ne dit rien. Rien de neuf. Rien qui risque de faire basculer l'intelligence dans une autre perspective que la fuite en avant dans l'encore plus. Il cause, et son public - car le bougre est de l'espèce qui se présente aux élections - a bien raison de lui préférer n'importe quel beugleur de n'importe quelle liste de la ci-devant Union de la Gauche. On pousse la rengaine égalitaire depuis si longtemps, dans ce coin là, qu'elle a fini par paraître sincère.



Autre exemple. Au cours d'une discussion, j'ai le malheur de vouloir démontrer que des tas de mots que nous croyons «simples», ne sont que de hautes abstractions qui nous sont devenues familières, à force de les entendre, et que ça ne les empêche pas d'être obscures. Beau, bien, bonheur, «mieux», amour... je conclus qu'il est grand temps, dans nos milieux écos, de dépolluer le langage. Et voilà qu'une dame qui a justement le culte des mots simples, comme elle a d'ailleurs celui de la simplicité des tisanes et des armoires bretonnes, m'agresse tout d'un souffle : « Nous voulons VIVRE, nous, sans nous poser toutes ces questions. Vous m'entendez : VIVRE ! » Et moi donc ? Est-ce que je ne veux pas ? Et Monsieur le Bourreau ? Et nos capitalistes chéris... ? Et nos militaires ? Ils veulent crever, peut-être ? Pour changer la vie, comme vous dites, changez de concepts. Ou alors votez Chirac (3).

Un usage critique

Méfions-nous des mots qui nous veulent du bien. Ils concluent à point un paragraphe, offrent l'occasion d'une belle envolée, d'un joli mouvement de menton ou d'une grande colère généreuse et rouge brique comme la dame ci-dessus. Ils cloueront même le bec de vos interlocuteurs, et vous aurez l'air d'avoir gagné. Piètre victoire ! Nous faisons des mots, mais nous sommes sans voix. Ne soyons pas surpris, par conséquent, si les démagogues nous doublent au tournant. Dans l'art de ne rien dire, tout en se faisant plaisir, ils connaissent toutes les cordes. Tant que nous n'aurons pas inventé un nouvel usage de l'outil qui préside à l'usage de tous les autres outils, notre langage, tant que nous ne disposerons pas d'un vocabulaire adapté à ce que nos luttes ont de spécifique, nous serons, au choix, récupérables ou récupérateurs.

Par «nouvel usage», j'entends un usage critique de la langue, tel que nos concepts soient toujours compris comme des hypothèses, hasardées, douteuses, non-violentes dans leur principe même. Aucun mot ne doit nous permettre d'avoir le dernier mot. Choisissons donc notre vocabulaire de telle sorte qu'il nous aide à contrôler la tentation sanitaire - manichéenne, totalitaire - qui s'y exprime dans la plupart de nos jugements : ici le camp des purs, là le camp de l'impur. Comment pouvons nous dénoncer nos oppresseurs, si nous participons aux mêmes valeurs qu'eux ? Parlons plutôt de

suite page suivante ➔

LES VEAUX D'OR DE LA WESSAFIC

suite

La salle d'audience était comble, le 22 février à 9 H30, au Tribunal correctionnel de Laval, dans la Mayenne. Au programme : une plainte en diffamation de la Wessafic (cf GO CNV des 9 16 février) contre 3 paysans travailleurs : Joseph Bouvier de Haute-Savoie, Dominique Froger de la Mayenne et Jean Claude Olivier de la Sarthe. La multinationale agro-alimentaire leur réclamait 25 millions d'AF de dommages et intérêts pour une affiche et un tract qui dénonçaient ses agissements !

Surprise : d'entrée de jeu, le Procureur invoqua un vice de forme pour déclarer nulle la plainte de la Wessafic. Le tribunal lui emboîta le pas et condamna la multinationale à payer les frais de justice et à indemniser les témoins. Il s'agit bien d'une défaite de la Wessafic : le procureur n'était pas obligé de soulever ce vice de forme ; s'il l'a fait, c'est qu'il ne voulait pas que le procès ait lieu. Pourquoi ? 1200 paysans étaient descendus ce jour-là à Laval, et des révélations « gênantes » auraient sûrement été faites à l'audience...

Le procès, selon la Wessafic, n'en a pas moins eu lieu, mais à l'initiative des paysans-travailleurs, et durant toute une journée qui a fait du bruit dans la ville de Laval. Tout d'abord, à la sortie du tribunal Lévêque, directeur de la Wessafic, a été « gardé » par les paysans pendant une demi-heure ! Ensuite, dans la grande salle du Château, de 10 H 30 à 13 H, présentation d'un spectacle de marionnettes : « Histoire de veaux qu'ont mal tourné ». A 13 heures, manifestation en ville de 1200 paysans. Enfin, toujours au Château, à 15 heures, procès de la Wessafic. Les principaux témoins prévus à l'audience du tribunal correctionnel sont venus raconter aux 1200 paysans ce qu'il leur était arrivé avec la Wessafic. D'autres ont parlé de conflits identiques avec d'autres firmes d'aliments : Sanders, Verrier, Blancveau... Des médecins et des vétérinaires, dont le Dr Fontanelle, professeur à l'école vétérinaire de Lyon, ont apporté leurs témoignages sur les dangers du Lindane et des veaux soignés et vendus par la Wessafic.

Pour le seul élevage Métral, en Haute Savoie, un vétérinaire a déclaré qu'il était prouvé qu'entre juin 71 et Mars 74 la Wessafic avait fait utilisé 182 flacons d'Emulpan contenant chacun 13 grammes de Lindane. 3200 veaux ont été ainsi traités chez le Métral, soit 2356 grammes de Lindane, soit 0,770 grammes par veau. Or la dose toxique pour un veau de 100 kilos est de 0,500 gramme. D'autre part, la dose journalière acceptable fixée par l'OMS-FAO est de 10 microgrammes par jour et par kilo. La viande des veaux de l'élevage Métral comportait 5 mg de Lindane par kilogramme, soit 500 fois la dose de l'OMS ! Affaire à suivre...

de notre correspondant à Laval

Les casseurs seront les payeurs... pas pour la police

A l'occasion d'une campagne d'information sur l'objection de conscience, les militants du MAN ont organisé dans différentes villes de l'est de la France en Septembre 75 des distributions de tracts et des réunions d'information autour d'une courte représentation théâtrale qui critiquait l'armée et la justice militaire.

A Nancy, place Stanislas, le 6 septembre 75, une intervention de la police a mis fin à la représentation théâtrale et à ses à-côtés ; les acteurs et le matériel furent emmenés au commissariat ; le lendemain matin, les militants furent libérés, mais les tracts et les masques servant à la représentation théâtrale furent conservés par la police... Dès le 8 septembre 75, l'avocat du MAN demandait au Procureur de la République la restitution du matériel. Le 3 octobre 75, le magistrat fit savoir que la restitution était impossible, le matériel ayant été détruit.

Au nom du MAN, Bernard Mangin introduisit donc une action en dommages et intérêts contre le Ministère de l'Intérieur Bonnet auprès du Tribunal Administratif... Le 19 décembre 77, Maître Maire, avocat plaideur que la police avait « commis une indiscutable atteinte à la propriété » et demandait au tribunal soit la somme de 1276 F à titre de réparation, soit la restitution « en nature » des tracts, opuscules et masques semblables à ceux saisis.

Le Ministère de tutelle de la police avait adressé un mémoire au tribunal où il fait état de la manifestation interdite, de trouble à l'ordre public et de diffusion

du statut d'objection de conscience interdite par la loi ; quant aux masques, ils auraient été détruits parce qu'ils n'avaient pas été réclamés dans les quelques jours qui suivirent la saisie.

Quant au commissaire du gouvernement, il n'est pas à une incohérence près : il estime que la responsabilité incombe à 50% à chacune des parties, qu'il convient donc d'allouer au requérant une somme de 638 F, et de condamner l'Etat aux dépens... tout en estimant aussi le juge administratif incompétent car la saisie ne peut intervenir que dans le cadre d'une information judiciaire fixée par le code de procédure pénale. Et comme il y a eu voie de fait, le tribunal administratif n'est pas compétent.

La réparation par le Ministère de l'Intérieur de destruction de matériel saisi par la police au cours de manifestations se trouve posée. On se rappellera que toute saisie doit faire l'objet d'un procès-verbal, et qu'elle ne représente qu'un caractère provisoire en attendant la décision du magistrat sur le devenir des objets saisis. Dans ce cas, la police ne pouvait prendre la liberté de détruire du matériel qui appartenait à autrui.

Après 3 semaines de délibéré, le tribunal administratif dit « que la confiscation et la destruction ne sont pas des mesures administratives, que de même l'infraction constatée ce jour-là à la publicité sur le statut d'objection de conscience est du ressort des seuls tribunaux judiciaires », et renvoie devant cette juridiction en se déclarant incompétent il rejette la requête de Bernard Mangin.

L'affaire se poursuit. Cela fera bientôt deux ans et demi...

Source : Action Non Violente
54 rue de la Hache
54000 Nancy
Soutien financier : CCP 2327 26 T Nancy

Impétrie et viande vivante

Le tunnel sous le Mont Blanc est assez souvent fermé : grève des douaniers, jours de congé spéciaux en Italie, chutes de neige abondantes.

Comme toujours en pareil cas, nombre de bétailières sont immobilisées, chacune chargée de deux ou trois étages de 120 à 180 bêtes serrées à étouffer.

Cela s'est produit le 13 janvier 78 : au bout de 2 jours, les bêtes commencèrent à hurler de faim, de froid et à mourir aussi ! C'est alors que la SPA locale, les Jeunes Amis des Animaux et la population alertée par les cris et les odeurs de pestilence, s'émeuvent. Après forces palabres et coups de téléphone aux éleveurs, aux importateurs, à l'Ambassade de Hollande d'où venaient ces animaux, à la Préfecture, les bêtes survivantes sont chargées par la SNCF à Modane et elles arrivent en Italie le dimanche 22 janvier à 11 H. Difficultés avec les services vétérinaires et la douane italienne ; on laisse donc encore ces bêtes dans les wagons jusqu'à mardi 24 janvier. Heureusement la SPA de Chambéry veille et nourrit ces pauvres bêtes. Il faut retirer celles qui sont mortes étouffées et celles qui ont les pattes brisées.

Et maintenant, qui va payer la paille achetée à Sallanches, la nourriture fournie à Modane ? Mais les « autorités » direz-vous ? Elles ont été dans cette affaire totalement absentes ! Apart deux membres d'une municipalité et les gendarmes véritablement mobilisés pendant deux jours, il n'y avait personne. Aucun texte administratif, aucun arrêté, il n'existe rien pour réglementer ou interdire le trafic dans certaines circonstances ou certaines saisons. Tous les ans cela recommence.

source : Yvonne Villame et Michel Bordier
Mouvt Ecologique et SPA
de la Haute Vallée de l'Arve

Certains articles publiés dans le «Ramasse Miettes» font tilt chez nos lecteurs qui se saisissent de leur plume et nous écrivent.

«Des esclaves énergétiques»

(GO CNV N° 193 du 19-1-78, page 5)

La publication de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) a publié un discours pro-nucléaire de M. Debiesse.

Jean Pignero (de l'APRI), 12 rue des Noyers Crisenoy 77390 Verneuil l'Étang nous adresse la copie de sa lettre de protestation à la MGEN envoyée le 9 janvier 78. Il nous écrit : « Mon pessimisme naturel m'incline à penser que la revue de la MGEN n'aura pas le bon goût de la publier. On ne peut être à la fois le larbin du Pouvoir nucléaire via Debiesse et la publicité d'EDF, et publier les élucubrations incongrues d'écologistes heurtant le conformisme des petits bourgeois de l'Education ».

C.M. Courbot, Beaufromet, 44 St Gildas des Bois nous écrit : « L'article pro-nucléaire de la MGEN signalé est réellement débile. Je vous informe que, dans mon CES (44 Pontchâteau), une lettre collective a été rédigée réclamant la diffusion d'un article contradictoire ; cette lettre a d'ailleurs reçu un bon accueil puisque plus de trente signatures d'adhérents MGEN ont ainsi été récoltées dans le CES ».

Il est d'ailleurs bon de rappeler qu'un incident semblable s'était produit il y a deux ans dans « l'Ecole Libératrice » revue du Syndicat national des Instituteurs (SNI) ; une publicité EDF avait été insérée, une dizaine de pages toutes en couleurs, vantant les avantages du nucléaires et attaquant les



VISAGE SERRE.
NOUVE. CRISPE. FERME.
VERROUILLE-ROUILLE.
VISAGE POING FERME.
VISAGE TÊTE DE NOUVEUX.
YEUX CERNÉS DE
TRAITS DE PLUME
D'ACTIER.
TRAITS APPUYÉS.
TRAITS CONTRACTÉS.
SURAJOUTÉS.



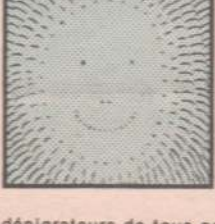
LAISSE TOMBER
TES ÉPAULES.
DÉFAIS LES NOUVEUX
DE TON VISAGE.
CE QUI TE SERRE
LES YEUX.
CE QUI TE SERRE
LES DENTS.
Ouvre LES POINGS.
Ouvre LES YEUX.
Ouvre LES FENÊTRES.



Ouvre LA DANSE.
BIENTÔT, TU SENTIRAS
QUE LA SURFACE
DE TON VISAGE
A AUGMENTÉ.
DE PLUSIEURS
MÈTRES CARRÉS.
(AU BAS MOT !)
SURFACE ELARGIE.
EN EXPANSION.



ET FINALEMENT
CETTE SURFACE
NE SERA PLUS LIMITÉE.
NE SERA PLUS CERNÉE
PAR DES TRAITS
LOURDEMENT ENCRÉS
-ANCRÉS.
ENTRE LE MONDE
ET TOI
TOUT JUSTE
UN POINTILLÉ.



VISAGE OUVERT.
EPANOUÍ.
RAYONNANT.
... ET SI TU ALLAIS
VERS LES AUTRES
AVEC
CE VISAGE ?
CASA 77
(PARTANT DE SON PREMIER WEEK-END
DE BAC-ÉNERGIE AUX CIRCUITS)

dénigrateurs de tous poils ; suite à une forte réaction d'adhérents du SNI, un contre dossier (bien fait d'ailleurs) a été publié quelques numéros après, rédigé entre autres par le GSIEN.

Comme les administrateurs de la MGEN sont quasiment tous adhérents au SNI !...

Je profite pour vous dire, qu'en ce même CES, un refus collectif d'Examens Radiographiques Scolaires a connu un vif succès puisque seuls 5 ou 6 enseignants sont passés au car radio.

NDLR : Pour la centralisation des refus-radio, on peut s'adresser l'APRI, 12 rue des Noyers, Crisenoy 77390 Verneuil l'Étang

Les lettres sans nom ni adresse de leurs auteurs que nous recevons à cette rubrique nous posent des problèmes pour mettre en relation directe ceux-ci avec leurs contradicteurs. Nous ne voyons pas d'autre solution que l'indication des noms et adresses en tête de vos lettres, articles et dossiers. Bien sûr, votre anonymat dans ces colonnes reste la règle dès que vous nous le demandez.

La croisée des mots

suite de la page précédente

dépendance, et demandons-nous à quoi et pourquoi. Et que signifie la liberté si son cri nous entraîne à de nouvelles dévotions ? Employons plutôt pluriel, pluralité au gratuité, en sachant bien ce que nous refusons, à travers ces mots là, et que leur utilisation est toute provisoire.

Carte blanche

J' ai expliqué cela des dizaines de fois. Sur le fond, tout le monde est d' accord. Mais dès qu'on fouille un peu, c'est la grande débâcle. Car on craint d'être enfermé dans un vocabulaire défini, de devoir se surveiller de trop près, d'avoir à se priver, et de ne pas pouvoir. Exactement le même type de défense que vous rencontrez chez des amis qui ont parfaitement compris qu'il fallait être anti-nucléaire mais qui n' osent pas prendre position parce qu'ils s' imaginent qu'ils devraient sur-le-champ cesser de consommer le moindre kilowatt. Moi aussi, je redoute les brevétaires, figurez-vous ! Mais entre la liberté de dire n'importe quoi, où on ne fait le plus souvent que reprendre à son compte un langage aliéné, aliénant, pas du tout « libre », et un langage quasiment mathématique, il y a une marge pour contrôler un peu mieux ce que nous disons et risquer de nouvelles expressions.

L' équipe de la GO - CNV m' a donné carte blanche pour une recherche en ce sens. Vous êtes prévenus : ça n' engage pas l' équipe. Tant pis, - tant mieux. La solitude du penseur de fond, de toute façon, est pour moi une longue habitude... Un bon copain me propose comme titre de la série : « La Croisée des Mots ». Pourquoi pas ? Nos mots se croisent avec ceux de nos adversaires de telle sorte que nous n' avons aucune chance, ni eux ni nous, de sortir de leur grille. On pense aussi à la croisée des chemins : le moment où l' on peut changer de direction. Une croisée, enfin, c' est une fenêtre. C' est surtout cette idée d' ouverture que je retiens.

Certains se plaindront sans doute que j' y fasse de l' ombre. On n' a pourtant jamais eu à craindre, il me semble, le moindre vedettariat de ma part. Si j' ai toujours préféré écrire à la première personne, juste - ment, c' était pour bien dater les produits qui sortaient de mon atelier, les présenter comme des étapes, du possible. Qu' il y ait un problème, inutile de le nier. Mais ou bien vous attendez de faire « ensemble » le travail de clarification qui s' impose, et comme vous risquez d' attendre longtemps, vous finirez par vous rabattre sur les travaux de quelques uns, ou de former vous même un groupe, qui se référera à la pensée d' un maître ancien, peut - être, ou fera la promotion d' un nouveau modèle de pensée, sinon d' un nouveau maître. De Marx à Lénine, Staline ou Mao, via le Parti, la trajectoire est connue. Ou bien vous vous intéressez de très près à la façon dont fonctionnent certains isolés qui ont la patience et la passion de la recherche fondamentale, comme c' est mon cas, et vous en faites ce que vous voulez.

Encore faut - il, pour s' intéresser à la recherche de ces isolés, être prêts à se remettre, comme eux, en question. Ce qui est rare, même en milieu écologique et non violent... Ma prochaine Croisée des Mots est - elle destinée, comme mes précédents essais, et en dépit de tous mes efforts pour être plus lisible, au petit nombre ? C' est bien possible, mais ça ne me gêne pas. J' ai quelques motifs, quant à moi, de me méfier des idées « à vocation majoritaire » (4)...

LAMBERT

- (1) Elles se sont réduites à un appel à des « savants » ou à des autorités tardivement ralliés à l' écologie et ont très vite gelé toutes les tentatives de renouvellement qui pouvaient naître de notre « base ».
- (2) Cf les prix des bicyclettes (de 550 à 1800 -mil huit cent francs) . Et naturellement... L' équipement et le coup de jarret.
- (3) Slogan sur les affiches électorales : « Vivre, vivre enfin ! »
- (4) Ceci fait allusion à un texte qui m' est resté en travers : « L' écologie, une force politique à vocation majoritaire », paru dans la GO-CNV du 26 janvier 78, et qui aurait bien dû être discuté d' aussi près que nous avons discuté d' un fameux texte du M.A.N...

L'usine de La Hague (Manche) est le terminus des combustibles irradiés dans les centrales nucléaires. Elle est la seule usine en fonctionnement dans le monde, les autres (dont Windscale) ayant connu divers mécomptes. Les ouvriers de La Hague, notamment dans le film «Condamnés à réussir», ont déjà dénoncé les dangers des installations, saturées et vieillottes. Ils ont mené une longue grève contre la privatisation de l'usine du CEA au profit de la COGEMA.

En vain. Fière de sa position de monopole, la COGEMA au mépris du danger a multiplié les contrats avec les pays européens, et avec le Japon. La Hague sera donc bien la «poubelle atomique» du monde. Nous l'avons signalé à plusieurs reprises : l'extension de l'usine de La Hague soulève de nombreuses questions. La technique de retraitement des combustibles irradiés en provenance des réacteurs PWR est loin d'être fiable. Le stockage des déchets n'est pas résolu. Le bricolage de la COGEMA s'effectue donc à la fois sur le dos des ouvriers et sur celui des populations alentour. Le comité contre la pollution atomique dans La Hague (CCPAH) et le CRILAN ont donc engagé une action judiciaire contre l'extension de l'usine de La Hague. Ils ont un besoin d'argent urgent pour gagner cette bataille. Voici le résumé de l'action en cours :

«Le 16 novembre dernier nous avons adressé à toutes les municipalités du Cotentin la proposition de délibération suivante :

Le Conseil Municipal

Considérant que depuis l'installation du Centre de retraitement des déchets atomiques de La Hague, une augmentation considérable de la radioactivité dans la région s'est faite ressentir, aussi bien en ce qui concerne les radiations à la limite du site, qu'en ce qui concerne la concentration d'éléments radioactifs dans les chaînes alimentaires, et en particulier dans les chaînes alimentaires marines.

celui-ci, aux fins d'intervenir dans toute procédure susceptible, par la voie du référé, d'interrompre des travaux ou une activité de nature à nuire à la santé publique des habitants de la commune et obtenir dans un premier temps la nomination d'experts judiciaires aux fins que la lumière soit faite sur les dangers représentés et les précautions prises pour les populations et travailleurs menacés.

2) De désigner Me Christian Huglo, avocat à la Cour de Paris, pour introduire et conduire les procédures nécessaires, avec la faculté pour lui de s'adjoindre tout avocat local postulant pour les besoins de la procédure.



Arrivée d'un chateau radioactif à La Hague (photo Gréard).

Considérant que l'activité de l'usine de La Hague risque de gêner la commercialisation des produits agricoles du Cotentin et en particulier les produits laitiers.

Considérant qu'en raison, en particulier, de nombreux contrats passés avec le Japon, la Suède, l'Allemagne, la COGEMA a mis en chantier et s'appête à mettre en service de nouvelles activités hautement polluantes, d'une part pour l'atelier moyenne activité oxyde, d'autre part pour l'atelier haute activité oxyde.

Considérant qu'il n'apparaît pas à la connaissance des municipalités que toutes les précautions nécessaires ont été prises.

Considérant qu'il n'apparaît pas non plus que toutes les autorisations administratives exigées par la loi et règlements en vigueur ont été données ; que ceci est d'autant plus vrai qu'il apparaît dans les données actuelles que le centre de retraitement des déchets n'est pas apte, en toute hypothèse à assurer l'importante production que vont exiger les contrats passés avec l'étranger et en particulier le contrat avec le Japon qui devrait prendre 65% de son activité.

Que cette situation cause pour le présent et causera pour l'avenir aux habitants de toute la région un péril certain et une grave menace pour leur santé.

Qu'il y a lieu d'entreprendre des actions judiciaires pour mettre fin à cette situation ou tout au moins obtenir une amélioration.

Décidé

1) De mandater son Maire ou tout autre membre du Conseil Municipal désigné par

Les élus de toute la région se sont donc prononcés sur ces propositions à l'exception des municipalités de l'Union de la Gauche de la communauté urbaine de Cherbourg. Deux communes ont décidé d'attaquer en justice : Bretteville sur Saire et Etienneville. Plusieurs ont demandé aux autorités que le Centre de retraitement de La Hague soit plus surveillé : Bricquebosq, Acqueville, Couville. D'autres ont pris une position hostile au nucléaire mais ont eu peur des frais de justice : St Jean de Daye, Nehou, St Marint le Hebert, Ste Croix Hague. Quelques unes ont demandé un service de contrôle neutre : Surtainville, Tréauville, Virandeville. Certaines ont rejeté purement et simplement la proposition : Jobourg, Les Pieux, Barfleur, Beaumont, Vauville (par 6 voix contre 5), St Germain des Vaux (5 voix contre 5). Deux communes ont émis un avis un peu différent, soutenant la Communauté Urbaine de Cherbourg dans sa demande au Ministère de l'Industrie de créer un service de contrôle indépendant : La Glacière, Fermanville. On peut donc remarquer que les rares communes à ne pas avoir délibéré sont celles de Cherbourg, Tourlaville, Equeurdreville, Octeville, Querqueville. Nous pensons que ces communes, dans un esprit démocratique, auraient pu au moins discuter de nos propositions. Ces lettres ont-elles été lues en Conseil ? Nous nous posons la question.

Le 7 février 78 : suite à ces prises de position, l'avocat des antinucléaires qui défend déjà le dossier de Flamanville Me Huglo, a déposé une requête au nom des deux communes attaquantes : Etienneville et Bretteville sur saire, devant le Tribunal Administratif de Caen.

LA HAGUE, URGENT: STOP!

Pour un véritable débat

La lecture de ce texte (voir ci-joint) n'est pas aisée ; il en ressort que nous avons déjà obtenu une première satisfaction : un expert est nommé.

Les municipalités de Bretteville sur Saire et Etienneville nous ont demandé de contacter des spécialistes qui leur serviront de consultants techniques habilités à débattre devant l'expert avec les personnes compétentes de la partie adverse.

Le débat sur le fonctionnement du Centre de retraitement de La Hague peut être ainsi engagé. Si nous avons engagé cette action, c'est pour que tous les dossiers soient ouverts, pour qu'il y ait un véritable débat sur l'usine de retraitement mais c'est aussi face à l'extension prévue du Centre, au retraitement des déchets étrangers à l'usine de La Hague ; rappelons que les allemands, les japonais, les autrichiens, les suédois, les belges, les suisses, les espagnols, les italiens, etc... doivent nous envoyer leurs déchets.

Face à cette concentration nucléaire, il nous a paru qu'il était temps d'agir, la nomination d'un expert devant un tribunal nous satisfait dans un premier temps, il faut que toute la lumière soit faite sur les activités de l'usine et nous espérons que cela sera le cas.

Nous voulons rappeler que cette action est menée par deux municipalités avec le concours du Comité contre la Pollution Atomique dans La Hague (CCPAH), le Comité Régionale d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire (CRILAN), des Amis de la Terre, de Nature et Progrès sur le plan national, ainsi que le CREPAN (Comité Régional d'Etudes, de protection et d'aménagement de la nature) sur le plan régional. Ce concours est aussi technique que financier mais permet aussi que l'information soit faite tant sur le plan national qu'international.

Nous appelons toutes les municipalités, y compris la CU de Cherbourg, associations, syndicats, groupements à nous rejoindre dans notre lutte pour la survie d'une population, nous les appelons à nous soutenir financièrement en envoyant leur participation au CCPAH : BP 156, 50104 Cherbourg, (CCP Rouen 273206 S).

La lutte contre le Centre de retraitement de La Hague concerne le monde entier, c'est la première fois que nous verrons le CEA ou la COGEMA devant les tribunaux. Vous devez tous vous sentir concernés, au travers de La Hague, c'est le nucléaire tout entier qui sera jugé.

CCPAH, CRILAN, Amis de la Terre
CREPAN, Nature et Progrès

L'ordonnance du tribunal de Caen (9 février)

Vu, enregistré le 7 février 78, une requête pour la commune d'Etienneville (Manche) et celle de Bretteville sur Saire (Manche), toutes deux représentées par leur maire en exercice, exposant au Président du Tribunal Administratif de Caen saisi au titre des constats d'urgence,

que les communes exposantes sont voisines du Centre de Retraitement de la Hague du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), que la production de ce Centre va augmenter de façon considérable, qu'elles ont intérêt à connaître les conditions de fait et juridiques de son fonctionnement,

qu'un décret du 17 janvier 74 a autorisé le CEA à modifier l'usine de traitement des combustibles irradiés et prévu que les installations des deux usines de traitement dites HAO et UP2 devaient être mises en service dans un délai de 4 ans après sa publication au J.O soit le 5 février 74.

que les exposantes ont donc le plus grand intérêt à savoir si ces installations en question ont été effectivement mises en service, conséquence pour leur environnement et la santé des habitants et si les autorisations nécessaires au fonctionnement existent,

que les conditions prévues par l'article 104 du Code des Tribunaux Administratifs pour qu'un constat soit ordonné sont remplies, le Centre de retraitement étant situé dans le ressort du Tribunal Administratif de Caen, l'urgence résultant de l'exercice d'un délai de caducité du décret du 17 janvier 74 à la date du 5 février 78 et s'agissant de faire constater des faits : capacité actuelle de traitement des usines, leur état de fonctionnement au sens de l'article 8 du décret, précautions juridiques qui ont été prises et autorisations permettant le fonctionnement du Centre lui-même, exploitation effective de l'installation par le CEA lui-même puisque l'article 6 du décret du 11 décembre 63 prévoit que tout changement d'exploitant doit s'accompagner d'une nouvelle autorisation,

et concluant à ce qu'il plaise au Président du Tribunal Administratif

- désigner tout expert ou mandataire de justice avec pour mission de constater les éléments de faits suivants survenus dans le ressort du Tribunal Administratif de Caen :

- si conformément à l'article 8 du décret du 17 janvier 74 l'installation dite «HAO» et l'usine Plutonium n° 2 «UP2» sont effectivement en service,

s'il s'agit d'une mise en service expérimentale ou industrielle et dans l'une ou l'autre hypothèse qu'elle est la capacité exacte de traitement et de production de l'une et l'autre installation à la date du 5 février 78 et à la date du présent constat,

- constater les titres juridiques et autorisations en vertu desquelles le CEA ou toute autre personne qui se serait substituée fait fonctionner les installations sus-visées tant au regard des dispositions de la loi du 19 juillet 76 relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, que des dispositions du décret du 11 décembre 63 modifié relatif aux installations nucléaires de base ;

Vu le code des Tribunaux Administratifs notamment son article R. 104 ainsi conçu : «dans tous les cas d'urgence, le Président du Tribunal Administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, sur simple requête présentée avec ou sans ministère d'avocat et qui sera recevable même en l'absence d'une décision administrative préalable, désigner un expert pour constater sans délai des faits survenus dans le ressort de son tribunal, qui seraient susceptibles de donner lieu à un litige devant un tribunal administratif ;».

Considérant, en conséquence, que l'expert doit avoir pour mission de constater si l'atelier de traitement des combustibles nucléaires, oxydes dit «haute activité oxyde» (HAO) et l'usine plutonium n° 2 (UP2) du Centre de la Hague du CEA visés par l'article 1° du décret du 17 janvier 74 ont été créés ou aménagés et si ces installations sont en service ; que les autres demandes des communes requérantes doivent être rejetées comme ne rentrant pas dans le cadre de l'article 104 du Code des Tribunaux Administratifs ou ne présentant pas un caractère d'urgence ;

ordonne

Article 1° - sur la requête des communes d'Etienneville et de Bretteville sur Saire, Monsieur Henri Ben Sussans, Ingénieur Général du Génie Maritime du cadre de réserve, 27 Bd Beauséjour Paris 16° est désigné comme expert pour effectuer un constat d'urgence

Article 2 - l'expert aura pour mission de constater si l'atelier de traitement des combustibles nucléaires oxyde dit «HAO» et l'usine «UP2» du Centre de la Hague du CEA visés par l'article 1° du décret du 17 janvier 74 ont été créés ou aménagés et si ces installations sont en service

Article 3 - l'expert prêter serment par écrit. La constatation devra avoir lieu dans le délai le plus bref après la notification de l'ordonnance et en tout cas dans un délai de 15 jours. Les demandeurs et défenseurs éventuels mentionnés à l'article 5 seront convoqués au constat par l'expert par tous les moyens adéquats en raison de l'urgence. Le constat rédigé en 6 exemplaires sera déposé dans les 20 jours de la date où il aura effectué au greffe du Tribunal Administratif.

Le Président
P. Renaud

◆ EDF poursuit sa propagande nucléaire en organisant une tournée de médecins EDF/CEA. Cette tournée débute en Drôme et s'étendra ensuite à tous les départements. Pour étouffer cela dans l'œuf, nous publions cet appel aux membres des professions de santé (1). On recherche des signataires à cet appel urgent. Faites circuler l'info !

La médecine résiste à EDF

◆ Responsables, avec l'ensemble du corps médical, de la santé des français, les médecins et membres des professions de santé soussignés se déclarent gravement préoccupés par les incertitudes et les risques sanitaires que le programme nucléaire fait peser sur la population.

Ils attirent l'attention de l'opinion et des Pouvoirs Publics sur les dangers potentiels que représente une pollution radioactive si légère soit-elle, à première vue, venant s'ajouter à toutes les pollutions que produisent déjà l'activité industrielle et notre mode de vie. (L'irradiation industrielle ne doit pas être

considérée indépendamment de l'irradiation médicale, militaire ou naturelle).

Ils rappellent que la majorité des épidémiologistes et des cancérologues imputent 80 à 90% des cancers à des mutagènes que, par négligence ou par ignorance notre civilisation répand dans l'environnement...

Ils observent que l'effet mutagène des radiations ionisantes est établi avec certitude mais que de nombreuses inconnues substituent quant à la qualité et à la quantité des radiations qu'un organisme humain peut supporter sans dommages.

Ils affirment ne pouvoir cautionner aucun accroissement de l'irradiation externe ou interne dont l'innocuité biologique et génétique n'aura pas été établie par des recherches préalables.

En conséquence, le programme d'équipement nucléaire appelle de leur part les observations suivantes :

Ce programme a été décidé et mis en œuvre sans étude préalable de ses répercussions possibles sur la santé des populations.

Le corps médical n'a été ni consulté, ni invité à aucun moment à présenter ses observations. Tout a été fait pour le tenir à l'écart.

La campagne d'explication menée par EDF ne vise pas à fournir les informations nécessaires à l'ouverture d'un débat utile ; elle vise seulement à justifier après coup, par argumentation partisane, le choix d'une minorité technocratique.

Les explications et les données fournies par les sources officielles et notamment par edf, sont

souvent tronquées, présentées de façon partielle ou même démenties par des recherches récentes.

Elles omettent notamment de signaler que la radio-sensibilité peut varier très fortement d'un individu à l'autre et être très supérieure à la moyenne chez certains enfants.

Elles n'informent pas objectivement les travailleurs du risque que représente une irradiation unique massive de plusieurs rems, ce qui se produit lors de travaux exceptionnels (limite tolérée par la législation : 12 rems).

Elles minimisent le risque professionnel de cancer du poumon chez les mineurs d'uranium.

Elles remettent en cause le fondement même de la radioprotection qui prend comme hypothèse conservatrice l'absence de seuil. En effet toute argumentation tend à accréditer qu'il s'agit là d'une hypothèse fautive alors que les données expérimentales récentes, montrent, au moins que les particules à TEL élevé (particules) que l'absence de seuil est une réalité.

Conscients de très grandes incertitudes qui subsistent dans une discipline, la génétique humaine, où l'on ne dispose de connaissances précises que depuis une vingtaine d'années à peine ;

Convaincus qu'il est actuellement impossible de mesurer les risques somatiques et génétiques d'un accroissement, en partie irréversible de la radioactivité ambiante.

Les soussignés demandent que la poursuite du programme d'équipement nucléaire soit subordonnée à l'aboutissement des recherches sur des questions fondamentales telles que celles-ci :

Les effets biologiques des faibles doses croissent-elles réellement d'une façon linéaire ?
En l'absence d'études épidémiologiques qui, nécessairement, devraient s'étendre sur plusieurs années, selon quels critères peut-on déterminer les concentrations maximales admissibles de radioéléments pour les quels n'existe aucune donnée expérimentale humaine ?

Les cas de polycarcinome étant de loin les plus fréquents en pratique, sur quelles bases peut-on déterminer scientifiquement l'effet cumulé de plusieurs radionucléides ?

Quels sont les éventuels effets synergiques des différents polluants tant chimiques que radioactifs ?



Quelle est la radiotoxicité et quels sont les éventuels mécanismes de concentration biologique des principaux polluants de l'énergie nucléaire, et notamment des émetteurs Alfa (plutonium, américium, curium, etc...) ?

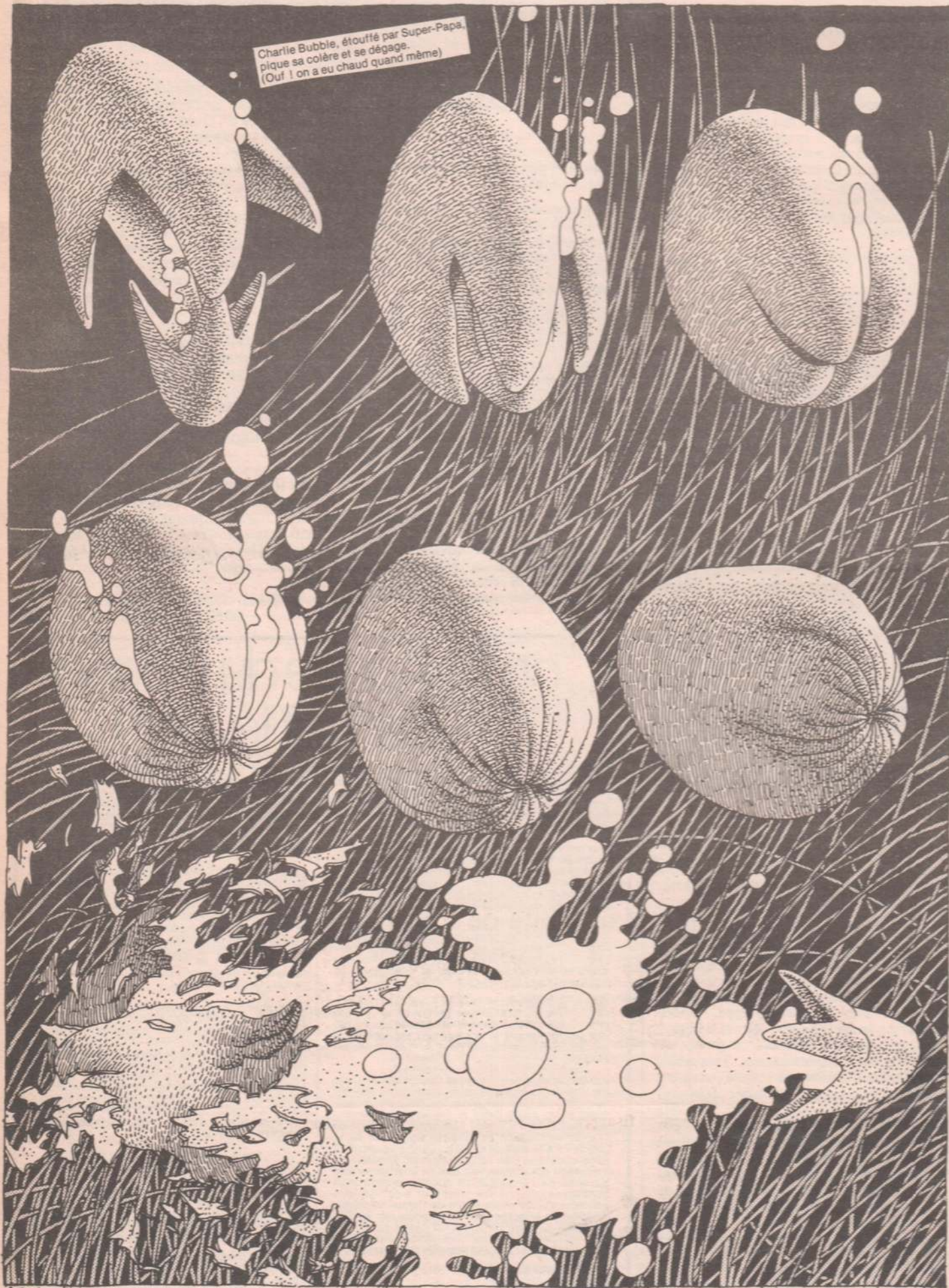
A la plupart des questions pendantes, des réponses probantes ne pourront être apportées que grâce au développement de la recherche épidémiologique. Celle-ci exige la tenue d'un registre central, accessible en permanence aux membres du corps médical, où seront répertoriés toutes les personnes qui ont été professionnellement en contact avec des matières radioactives, et toutes les affections dont elles auront été atteintes.

L'absence d'un tel registre, le secret dont sont couvertes les observations très partielles faites jusqu'ici, le caractère secret des Plans ORSEC-RAD dénotent une défiance de l'administration vis à vis des professions de santé, et interdit à l'ensemble des médecins d'assister efficacement et promptement des individus ou des populations dont des contaminations radioactives, professionnelles ou accidentelles mettraient la santé en danger.

En conclusion, les soussignés demandent :

- 1) qu'aucune nouvelle installation nucléaire ne soit créée jusqu'à plus ample informé et que la construction du surgénérateur Super Phénix soit arrêtée.
- 2) qu'un registre central, accessible au corps médical, consigne l'histoire sanitaire et le degré de contamination éventuelle de toutes les personnes qui travaillent ou ont travaillé, même à titre d'intérimaires, dans l'industrie nucléaire.
- 3) que des études épidémiologiques soient engagées sur les populations exposées à des irradiations internes ou externes supérieures à la moyenne.
- 4) qu'un débat public et contradictoire soit ouvert sur les risques médicaux liés à l'industrie nucléaire (sénescence, cancérogenèse, risques génétiques) sur ses effets sociaux et économiques et sur les autres choix possibles en matière d'énergie.
- 5) que soient définis des critères de protection tenant compte des effets globaux et des éventuelles synergies des différents mutagènes.
- 6) que le corps médical soit pleinement informé en matière de radioprotection et que cessent d'être tenues secrètes à son égard les informations concernant la radiotoxicité, la pollution du milieu ambiant, la nature et l'étendue des situations catastrophiques envisagées par les plans ORSEC-rad.

(1) A renvoyer urgentement au Groupe Médical d'Information sur le nucléaire : Quartier Buffevent 26100 Genissieux - Romans sur Isère.



JEAN CARILLON

ACHETEZ CHAQUE SEMAINE LA GUEULE OUVERTE CHEZ LE MÊME LIBRAIRE

L'intoxication médicale

Quelques précisions suite aux articles de Régis Pluchet
1 - Le livre L'intoxication vaccinale de F. Delarue est publié au Seuil.
2 - Dans le N° 189 il était dit : « La vaccination antivariolique n'était plus obligatoire pendant les deux premières années ». En réalité, il s'agit d'un décret qui est à l'étude.



I LOVE GANDHI

La tentation de la violence est inéluctable.

Se battre !

Quelle autre solution pour résoudre un conflit ?

Jamais, les outils violents, génocidaires ou non, ne dénouent un drame. Abattre l'adversaire ne suffit pas. Il faut encore abattre ce qui crée l'adversité, ce qui impose le conflit et son débouché violent. La politique de la table rase est une politique du pire. Il reste toujours le vengeur, sinon le possible de la vengeance. La "réaction" s'ouvre naturellement sur une terre pacifiée par la guerre.

On ne résoud pas non plus le conflit en le reniant. Se battre est encore inéluctable !

Ce qu'il fallait, c'était inventer l'arme.

L'arme qui dépasse les outils violents, et aille là où se nouent les conflits : à la source du pouvoir, à la source des volontés de puissance, à la source de l'être humain (son inévitable nature relationnelle) c'est-à-dire son caractère politique !

A l'animal politique, il fallait une arme politique conviviale. Gandhi, en une vie, jetait à la critique et à la pratique l'incroyable défi de la non-violence.

Cette arme, contrairement à tous les outils violents, n'allait pas atteindre la surface des choses, l'apparence des êtres. Elle ambitionnait de se placer dans la relation, la structure bio-énergétique (que Reich attaquera), l'économie, le langage, la culture.

S'adresser à une conscience incarnée. La bouleverser. Se battre sur le terrain de l'imagination politique !

Le pouvoir des institutions n'est-il pas celui que nous leur accordons ?

Cessons de collaborer !

Désobéissons !

Inventons la vie !

Agissons sans délégation !

Transformons-nous pour briser la société !

Parions sur l'autogestion de nos désirs, de nos possibles !

Contre l'économie d'importation du coton tissé par les Anglais, Gandhi exalta le rouet du peuple indien.

La non violence, à travers ces campagnes de désobéissance civile massives, s'ouvrait aux horizons illimités de l'interpellation politique.

Quelle vie ?

Quelle stratégie ?

A cette question, l'écologie (si présente, si intuitive chez Gandhi) apportait tous les éléments. Repensez l'écosystème !

Le lien est alors fait. Il ne reste plus qu'à expérimenter.

Conflit - non-violence - écologie : ultimes possibles.

Que recherche le suicidaire, celui qui prend l'outil de la violence ? Ce qu'il ne trouve pas dans sa destruction : la vie.

Si vivre est le motif (cause et modalité), les moyens ne pardonnent pas. Nous sommes condamnés, pour vivre, à la non-violence, à l'écologie.

Que cela nous plaise ou non...

ASSELIN



Notre reporter Régis Pluchet a redécouvert Gandhi, en trébuchant sur une pile de livres...

The best of Gandhi

● Gandhi est mort assassiné le 30 janvier 1948, un an à peine après avoir mené le continent indien à l'indépendance. 30 ans après la violence éclate de partout. Depuis Malville et Stammheim les écologistes s'interrogent sur la signification de la Non-Violence. Gandhi, connaît pas... pourraient dire la plupart d'entre eux et moi le premier. Peut-être est-ce mieux ainsi. Car aujourd'hui Gandhi n'est plus qu'un saint inaccessible qui hante l'âme de 500 millions d'Indiens. Nous mêmes en avons une image sans doute plus accessible, mais prisonnière de clichés religieux et intellectuels. Aujourd'hui la plupart de ceux qui deviennent la cohérence et la logique de la non-violence ont à peine entendu parler de Gandhi. Tant mieux : ils ne peuvent plus se réfugier derrière le héros, le chef, ou se contenter

d'une conception politique de la non-violence alors qu'il s'agit d'abord d'un vécu.

Depuis dix ans que je cherche du côté de la non-violence, j'avais juste lu quelques textes sur Gandhi et des fragments de son autobiographie.

J'en avais surtout retenu que 50 ans avant nous Gandhi avait eu toutes les intuitions qui font la force du mouvement écologique : refus de l'industrialisation à outrance et de la centralisation, vie en communauté, priorité à l'autonomie des villages et à l'auto-suffisance régionale, abolition du salariat et de la propriété. Depuis quelques mois pour approfondir ces intuitions, j'ai voulu me replonger dans Gandhi. Je découvre l'homme, libéré du mythe, face à ses contradictions, ses insuf-

fisances, ses tabous, ses conditionnements, le milieu et l'époque de sa vie. Gandhi, c'est d'abord le jeune étudiant à Londres, qui a laissé aux Indes la femme qu'il a épousé à l'âge de 13 ans, et qui se laisse prendre aux mirages de l'occident, s'habille en dandy, se paie des cours de maintien et a une courte liaison avec une prostituée. A Londres toujours, il rencontre des anarchistes, des chrétiens, des théosophes, des végétariens; tout un milieu marginal qui lui fait découvrir qu'il ignore ses propres racines. Il va alors mener une vie simple et minutieusement réglée, se prenant en charge dans les moindres détails pour acquérir le maximum d'autonomie, et partir à la recherche de son identité dans les classiques de l'Inde. Il lit la *Bhagavad Gîtâ* tout en dialogant avec le Coran et l'Évangile où il découvre les premiers

éléments de ce qui sera la non-violence. Plus tard il continuera à expérimenter diverses formes de régimes et le jeûne.

Cette recherche prendra des formes outrancières mais visera toujours à acquérir le maximum d'autonomie. En 1893 il part avec sa famille en Afrique du Sud où il a trouvé un travail d'avocat d'affaires. Il est alors d'une timidité effroyable et bafouille lors des plaidoiries. Mais lorsque quelques mois plus tard il se mettra au service de la communauté indienne d'Afrique du Sud et la défendra jusqu'à ce que la Grande-Bretagne lui accorde tous ses droits civiques, il en sera tellement transformé que chaque fois qu'il défendra la cause de la justice et de la vérité, il deviendra un orateur attirant les foules.

C'est en Afrique du Sud qu'il met au-



point les techniques du *Satyagraha*, ou étroite de la vérité. Déjà la non-violence est inséparable de la vie en communauté, où tous les biens sont mis en commun, et de la recherche d'une éducation différente pour les enfants.

De retour en Inde en 1915, Gandhi commence par soutenir les grèves du prolétariat de l'*Ahmedabad* tout en devenant peu à peu chef du *Congrès Indien*.

Il met au point les premières campagnes de désobéissance civile. N'ayant pu empêcher certaines violences meurtrières il prend du recul en 1920. Pour mieux se préparer, il se replie sur son *Ashram*, la nouvelle communauté fondée avec 25 personnes dont une famille d'*Intouchables*.

Gandhi est alors le chef politique de l'Inde. Rusé comme tous les politiciens, il sait user et abuser de son ascendant et agir d'une manière presque dictatoriale. Il a l'envergure de la plupart des chefs charismatiques du XX^e siècle mais c'est le premier politicien à vivre la politique dans toutes les fibres de sa vie. Rares

sont ceux qui ont eu un comportement aussi démocrate malgré cette apparence de chefferie. Gandhi ne possède rien, vit toujours au milieu des plus pauvres, dans les bidonvilles des *Intouchables*, ces parias de l'Inde, ou bien au milieu des musulmans, lors des conflits de l'indépendance. Il parcourt sans cesse les routes où il apprend au contact du peuple que plus que d'indépendance l'Inde a besoin d'autonomie. Il exige que les chefs politiques soient les premiers à montrer l'exemple. Pour lui, la révolution indienne doit être basée sur la vie rurale et l'artisanat : 30 ans plus tard l'échec du développement à l'occidentale de l'Inde ne lui donne pas tort. L'Angleterre importe alors du coton indien pour revendre aux Indiens des tissus : Gandhi montrera à chacun qu'il peut filer et tisser lui-même. Il exige des notables du Congrès de ne s'habiller qu'avec une étoffe qu'ils auront filé eux-mêmes. Chaque disciple de Gandhi file chaque jour : le travail manuel ne doit pas être dissocié du travail intellectuel ou de l'action politique.

Fort de toute cette démarche, Gandhi

reprend l'action en 1930 avec cette immense campagne de désobéissance civile qu'est la *Marche du Sel*. C'est le début de la "guerre" d'indépendance qui atteindra son sommet en 1942 lorsque Gandhi demandera aux Anglais de quitter l'Inde, ce qu'ils ne feront qu'en 1947.

Gandhi dans tout ce qu'il fait est excessif. Et c'est en cela qu'il m'intéresse, car il est maladroit, plein de défauts, bref, comme vous et moi. Il ne répond en rien à l'image habituelle du saint. Mais c'est un homme porté par une force qui le dépasse. Il a deux qualités qu'on ne trouve jamais chez les politiciens : il sait être humble et écouter l'autre. L'autre, c'est le peuple, pas le peuple abstrait, mais celui avec qui il vit tous les jours. Les choix de Gandhi paraîtront toujours irrationnels aux politiciens, car il se laisse conduire par son intuition, qui vibre avec l'âme du peuple.

Gandhi, c'est aussi l'homme de Dieu. Sa religiosité à l'image de l'Inde peut nous sembler excessive. Sa démarche de dialogue entre Chrétiens, Musulmans et Hindous paraissait impensable à l'é-

poque. Mais toute sa force, il l'acquiert de sa conviction spirituelle et de son adhésion à l'amour et à la vérité. Nous pouvons retenir le silence que Gandhi respecte souvent. C'est là que se trouve, dans l'intériorité, la racine commune entre ces diverses religions, et la religion de ceux qui n'en ont pas mais savent se relier à tout ce qui vit.

Ce lien indissoluble entre la force de l'esprit, et la politique, est le secret de Gandhi. Qui lui a permis de passer tant d'années en prison et de mener tant de jeûnes. C'est cette force spirituelle qui le poussa encore, avant l'Indépendance, à faire une grève de la faim à Calcutta pour y enrayer la violence éclatant entre communautés hindoue et musulmane à la veille de la séparation des deux Bengales. Car l'Inde est le pays de la violence autant que celui de la non-violence, d'une violence qui avec l'Indépendance et la partition du Pakistan, prendra des proportions inimaginables.

Dès le premier jour de l'indépendance, Gandhi peut reprendre son bâton de pèlerin pour ramener la paix. La mort sur son chemin.

Régis Pluchet ■

Des livres:

Pour une première approche de Gandhi, deux très bons livres :

- *Gandhi et la non-violence*, au Seuil, par Suzanne Lasserre (librairie GO-CNV)
- *Cette nuit la liberté*, en livre de poche, par D. Lapierre et L. Collins.

Pour approfondir :

- *Mes expériences de vérité*, aux P.U.F., par Gandhi
- *La vérité de Gandhi*, chez Flammarion par Erickson
- *Tolstoï et Gandhi*, chez Denoël
- *Les quatre fléaux et Le pèlerinage aux sources*, par Lanza del Vasto, chez Denoël (librairie GO-CNV)
- *Non-violence gandhienne et Non-violence reichienne*, par René Macaire, chez l'auteur, 98 Bd des Rocs, 86000 Poitiers 6 F.

Gandhi, here and now!

... René Macaire nous explique en quoi Gandhi n'est pas d'une autre époque ou d'un autre monde, mais bien de la nôtre et du nôtre...

LES impasses d'une technique laissée à sa propre genèse ont suscité le mouvement écologique et montré que les réserves de Gandhi à ce sujet étaient réserves d'avenir et non nostalgie du passé. Le divorce entre les exigences d'une défense légitime et l'usage de la force militaire apparaît à un nombre croissant d'esprits et suscitent des recherches en faveur d'une défense civique non-violente. Sur ce point aussi Gandhi est d'une brûlante actualité.

Il est un troisième point où Gandhi ne s'est pas trompé mais qui, lui, a beaucoup plus de mal à percer, même dans les milieux non-violents : celui de l'action politique.

Pour Marchais comme pour Giscard, Mitterand ou Chirac, l'action politique consiste à : 1) élaborer des programmes, des projets, des réformes, des lois; 2) à appliquer tout cela si on a pris le pouvoir ou à promettre qu'on les appliquera si on accède au pouvoir. Rien de plus anti-gandhien et, de nos jours, de plus illusoire que ce schéma. En effet un tel schéma implique qu'on peut faire, qu'on va

faire le bonheur des gens sans eux. Le citoyen n'est pas appelé à changer, à devenir capable d'un autre type de société et donc à l'engendrer lui-même; au contraire, à ce citoyen encensé, flatté, on donne et on promet tout : argent, loisirs, jeux, sécurités, facilités. Sans doute y a-t-il des inégalités, mais droite et gauche promettent ou de les réduire (droite) ou de les abolir (gauche) : tout le monde en super-marché pour pousser à longueur de vie des super-caddys ! Tout le monde en voiture pour faire de la destinée non plus un enrancement mais un déplacement sans fin, tous à la télé pour voir les mêmes spectacles, parfois merveilleux, souvent creux et conçus pour chloroformer les drames qui dorment au cœur de chacun et qui vont éclater demain chez soi ou chez le voisin; tout finalement pour empêcher de voir en face que la politique dénoncée ici n'est possible qu'au prix d'un tiers et d'un quart monde, au prix de la faim dans le monde, au prix aussi chez nous, de la multiplication des névroses. Car nous sommes faits pour prendre en main notre destin et non le recevoir tout fait, pour courir les risques du sort par la

solidarité et non par un État providence qui organise scientifiquement l'égoïsme, pour donner gratuitement de soi-même et non pour investir tout notre être dans la béatitude salariale, pour aimer dans le risque et la joie et non pour jouir au maximum sans risque et sans joie, pour connaître la plénitude du bonheur dans le couple amour - sexualité et non pour couper l'amour de la sexualité.

Élaborer un programme et prendre le pouvoir pour l'appliquer, c'est considérer les citoyens comme des choses et non comme des hommes. La politique humaine, celle de Gandhi, consiste au contraire à crier : « Méfiez-vous ! Toutes les sécurités que vous vous organisez sans que vous ayez à entrer dans le jeu d'une amitié, d'une solidarité fraternelle, d'un amour, toutes ces sécurités et les richesses matérielles qui les permettent, sont pourries ! Elles se font au prix du sous-développement souvent cruel de millions d'hommes d'une part, et, d'autre part, elles vous abiment, vous, à la racine de votre être ! »

Non pas qu'il ne faille s'organiser au mieux collectivement; mais un tel effort,

essence même de l'action politique, n'est bénéfique que si les gens qui organisent ne remplacent pas le cœur par l'organisation, le don par l'allocation, l'homme solidairement debout en face de son destin par l'homme assis devant les caisses de l'État. Les deux registres sont liés et nécessaires, mais la politique gandhienne, disons simplement la politique humaine, consiste à donner la priorité au premier afin d'éviter ou le goulag en régime socialiste, ou la corruption et la multiplication des laissés pour compte en régime capitaliste.

En France, nous arrivons à une échéance. Les jours de l'Occident jouisseur et piller sont comptés. Tôt ou tard, la tension riche/pauvre va éclater en malaises difficiles à analyser, en conflits envenimés, en guerres civiles larvées ou ouvertes, en surexcitation des nationalismes et des particularismes économiques. Le jeu politique traditionnel va se montrer de plus en plus impuissant à résoudre des problèmes comme la faim, l'inflation, le chômage (ou l'absence de chômage qui est, comme en URSS, l'impossibilité de quitter son emploi,

l'enchaînement pour la vie à une usine ou un bureau), la multiplication des névroses, le dégoût des jeunes. Car la racine de ces maux politiques n'est pas politique. Elle est métaphysique, c'est-à-dire plantée dans les valeurs vécues ou non vécues au cœur de chacun, valeurs qui engagent le sens de son existence.

C'est pourquoi le temps semble venu de jeter les bases d'une "autre" politique.

Tout en parant au mieux aux affaires du jour, dans les syndicats, les partis ou ailleurs, ne devient-il pas nécessaire de mettre en branle un mouvement de fond qui, lui, un jour, pourrait avoir un impact politique non piégé, de mettre en branle cette nécessaire révolution culturelle sans laquelle la politique restera amputée de sa propre substance et, dès lors, livrée au jeu des mots et des habiles ? N'est-ce pas pour répondre à ce besoin fondamental qu'actuellement, en France et ailleurs, naissent spontanément des réseaux ? C'est-à-dire des mises en connexion souples, sans structures lourdes, de tous ceux qui cherchent à vivre des mêmes valeurs, qui rompent d'une façon ou d'une autre avec les systèmes industriels, militaires, commerciaux, culturels qui nous oppriment : objecteurs de conscience, communautaires constructifs, créateurs de nouveaux circuits de distribution, chercheurs d'une nourriture, d'une hygiène de vie, d'une joie humaine, amoureux d'une pauvreté qui permet seule la vérité des contacts, "mutants" non happés par la technique, la vitesse, l'argent, la promotion et la course au standing ? N'est-ce pas tout ce peuple là qui existe déjà, mais formé en réseaux, qui peut être, qui doit être la force de frappe d'une révolution non-violente ?

Est-il donc impossible d'envisager que dans deux ou trois ans, nous puissions faire des campagnes nationales de désobéissance civile et des boycotts qui mettent en branle des dizaines de milliers de consciences ? Je dis bien de "consciences" car l'action efficace et fraternellement unitaire (c'est la même chose) vient de ceux qui changent leur manière de vivre non à partir d'une idéologie ou d'un entraînement collectif, mais à partir de la prise de conscience personnelle, silencieuse, des impasses tragiques de notre monde libéral qui mène droit à un monde totalitaire encore plus inhumain. A partir d'une brûlure intérieure qui les fait basculer vers une mutation de vie et de valeur, avant de les engager dans les combats militants qui souvent évacuent cette mutation.

Ces réseaux commencent à exister. Leur fonctionnement ? Des rencontres qui ne sont ni des congrès où l'on remue des idées, ni des kermesses sans réflexion, mais le lieu et le moment où des gens qui vivent de mêmes valeurs, qui connaissent cette même brûlure se retrouvent, se trouvent, tissent de nouveaux liens où approfondissent les anciens, dans les registres les plus divers : coopératives d'alimentation, chaîne de chercheurs d'une autre médecine, communautés d'handicapés qui s'autogèrent, communautés productrices de biens et de services, objecteurs de conscience, insoumis, fondateurs d'écoles autres, - aussi bien les hommes et les femmes lucides qui rompent carrément avec le système en vivant autrement, que ceux qui restent chez eux mais vivent intensément des valeurs que leur profession ou le monde ambiant démentent ou piétinent, dans l'attente, qui sait ? d'un jour où ils pourront rompre eux-aussi peut-être, lorsque de grandes campagnes nationales secoueront par le fond le corps malade de notre société et infléchiront fatalement sa politique.

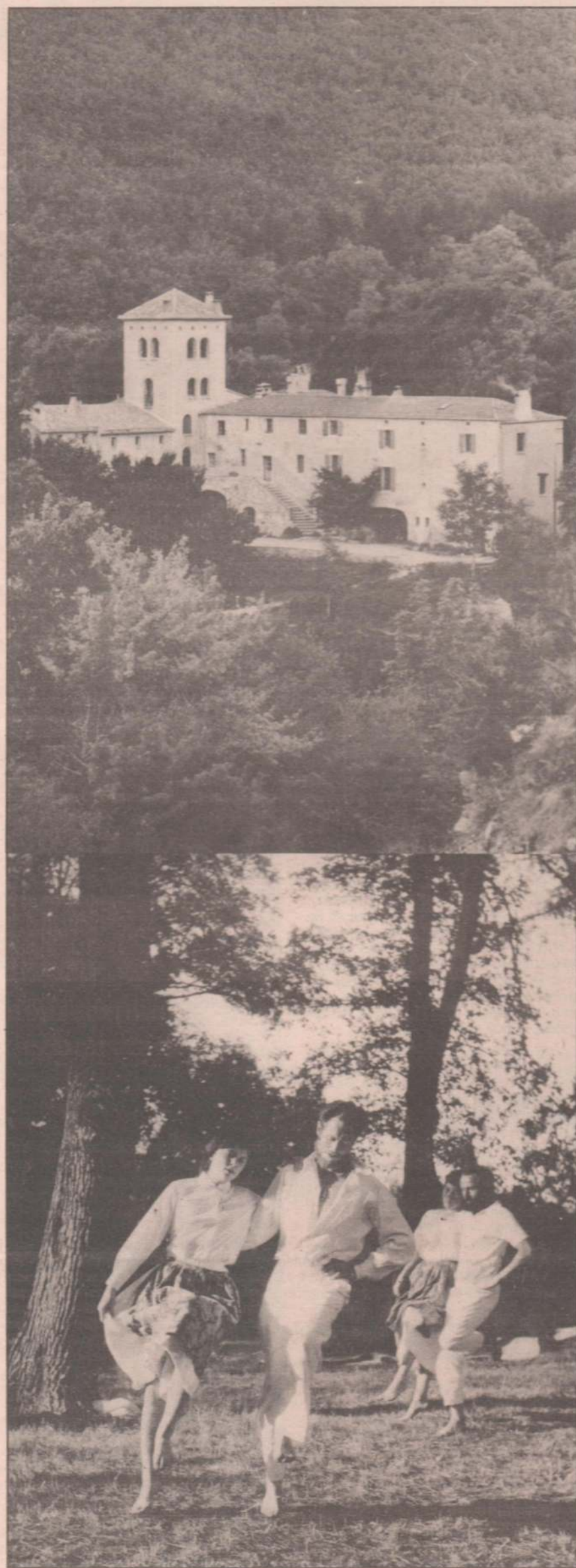
Tout cela n'est-il pas profondément gandhien ? Qui voit un autre chemin populaire pour la Non-violence ? Alors si vous pressentez la nécessité de cette force civique, pourquoi ne prendriez-vous pas l'initiative d'une rencontre là où vous êtes. Inutile de passer par un comité central ! Tout en prenant contact avec ceux qui ont déjà démarré ?

René Macaire ■

Pour y voir plus clair dans ce qui est proposé ici : Pour la reconnaissance mutuelle de ceux qui changent leurs manières de vivre, douze points de base et des adresses, contre deux francs en timbres, Communauté des Handicapés, Boisset Cersay, 79290 Argenton l'Eglise

Images de l'Arche

... enfin notre reporter Cédric a découvert la Communauté de l'Arche et les plus fidèles Gandhiens d'Occident. Yeah !



G. Didier/GO CNY

SANS doute avais-je, en arrivant à l'Arche, un préjugé nettement favorable. Au Cun du Larzac, à Malville en 76 et en 77, dans les locaux de la Nersa et des polices lyonnaise et grenobloise, j'avais pu apprécier la détermination tranquille de plusieurs membres de la communauté dans l'action non-violente. Pourtant, j'avais aussi en tête toutes les critiques acerbes qu'on entend ça et là sur les Compagnons : mystiques, réacs, phallos, curés, puritains, esclaves du Patriarcat, etc... Et je voulais en avoir le cœur net.

J'ai donc passé une semaine à l'Arche, en session. Il faut savoir que l'accueil est une des vocations de l'Arche. A travers les Camps d'été, les sessions et les stages ce sont quatre à cinq mille personnes qui viennent chaque année dans ce vaste domaine du Nord de l'Hérault, où s'est établie la communauté depuis 12 ans, pour s'initier à la vie et à, c'est le terme en vigueur là-bas, l'enseignement de l'Arche. Rassurez-vous : c'est moins à sens unique que ce terme peut laisser croire. Les Compagnons disent volontiers que sans l'accueil la communauté ne pourrait vivre. Et cela vise moins l'apport financier qu'est cet accueil, que l'échange à tous niveaux qu'il permet.

Hormis quelques travaux de pluches ou de débroussaillage, les Camps d'été sont principalement consacrés à des discussions et réflexions collectives (*Causeries* dans le langage rétro de l'Arche...) et à des exercices de Yoga. A l'opposé, les stagiaires partagent totalement, pour un temps seulement ou pour se préparer à l'entrée dans la communauté, la vie quotidienne de l'Arche. Les sessions constituent donc un type intermédiaire d'accueil. On y participe à la vie communautaire, notamment au travail le matin et au repas de midi; mais l'après-midi est consacré à des causeries, visites diverses et exercices de Yoga. Chaque soir une veillée est organisée, à laquelle les Compagnons participent selon leur humeur ou leur état de fatigue. Des sessions ont lieu tous les mois.*

Mais je m'égare sur l'accueil, et c'est l'Arche que je veux présenter. Et d'abord, lui laisser la parole pour qu'elle-même se présente : « *L'Arche fut fondée par Lanza del Vasto une dizaine d'années après sa rencontre avec Gandhi, en 1948, l'année même de la mort de son maître et ami. (...) Les Compagnons de l'Arche s'appellent les Gandhiens d'Occident. Un Ordre est une communauté d'hommes liés par des vœux, une même règle dans un esprit commun. L'Arche peut se définir comme Ordre Patriarcal, Ordre Non-Violent, Ordre Laborieux, Ordre OEcuménique (...)* » **

Plus concrètement, l'essentiel de la Communauté réside dans les 460 hectares du domaine de la Borie Noble, répartie dans trois villages : La Borie, où vivent 70 personnes environ, Nogarey (25 personnes), et la Flayssière. Ces trois villages sont autant de communautés distinctes, et leurs vocations sont spécifiques. En gros, la Flayssière, où vivent 10-15 personnes, est plus tournée vers l'accueil et notamment l'organisation des camps d'été. De plus, cette communauté ne présente pas la diversité d'âges et de religions qui est la règle, théorique du moins, ailleurs : on y est jeune, et catholique du renouveau charismatique. A l'inverse, Nogarey est plus tournée vers le travail manuel.

Mais l'Arche ce sont encore des communautés - filles, embryonnaires pour l'instant : Les Truels au Larzac, Rémusat, Betsalem... et plusieurs autres devraient prendre leur envol bientôt (jusqu'au Québec). Ce sont encore des Compagnons au service des plus démunis, ici ou là (comme longtemps à Tata dans le Sud marocain). Sans oublier un couple d'ermite en Argentine...

En tout de cent à cent cinquante personnes, car aux Compagnons et Compagnes s'ajoutent les nombreux Novices, postulants et stagiaires. Sans parler des groupes d'Amis, qui s'efforcent de vivre en ville en suivant à leur manière les

* Autant que possible, ne pas venir à l'Arche sans avoir écrit au préalable : Communauté de l'Arche, La Borie Noble, 34260 Le Bousquet d'Orb.

** *L'Arche, éléments d'un monde non-violent*, brochure disponible à l'adresse ci-dessus.



Photo L'Arche

grands principes de l'Arche, et dont certains sont devenus *Alliés* en se liant par une promesse...

Mais venons-en à ce fameux enseignement, la *doctrine* de l'Arche. Cinq directions principales la structurent : le travail, et surtout le travail des mains, la vie intérieure, la vie communautaire, l'œcuménisme et la non-violence active ou action non-violente si vous préférez. Voyons un peu ce que tout cela signifie, en théorie et surtout en pratique. Le *travail des mains*, pour se libérer et libérer autrui. Ne pas se laisser exploiter, mais n'exploiter personne. L'Arche tend donc à l'autosuffisance par le travail de chacun : il s'agit de produire ce que l'on consomme, de lutter à sa racine contre la division du travail. L'Arche a donc ses jardiniers, ses fermiers, son boulanger, son potier, son maître d'école... seul manque le curé... Les femmes font collectivement la cuisine, filent et tissent. Cette répartition du travail est l'une des choses les plus souvent critiquées à l'Arche; chacun et chacune semble pourtant s'y trouver à l'aise, d'autant qu'il n'y a là rien d'obligatoire ou de figé. L'égalité des sexes est un principe reconnu, et en théorie du moins rien n'interdit au patriarcat de devenir matriarcat. Termes trompeurs... On travaille environ huit heures par jour à l'Arche. Comme "dehors", sauf qu'ici on sait pourquoi et pour qui. J'ai eu beau chercher dans tous les coins, je n'ai pas trouvé la pointeuse...

L'Arche tend à l'autosuffisance, mais n'entend pas s'épuiser dans la recherche d'une autarcie totale et idéale. Compromis qui ménage les forces nécessaires à l'action dans le monde... L'Arche achète donc des livres, de l'essence, des outils, des bougies... Les rentrées d'argent nécessaires (moins de 300 F par personne et par mois) proviennent des surplus de l'artisanat ou même du jardinage (cas de Nogarey depuis 2 ans), mais surtout de l'accueil et des livres de Lanza del Vasto.

L'œcuménisme. L'Arche n'est pas le Vatican d'une religion nouvelle, toutes y

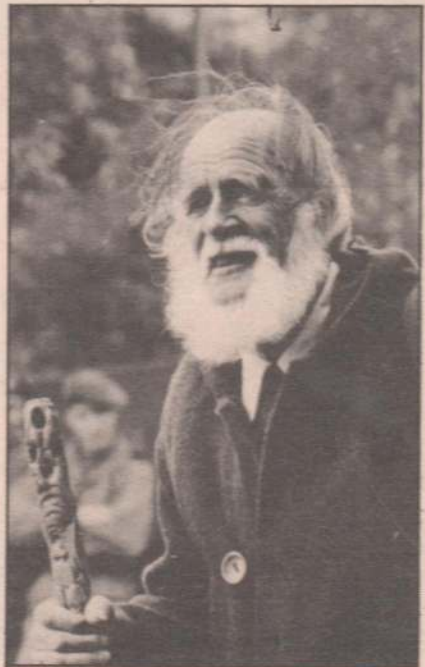
sont acceptées pour leur vérité commune; la réconciliation religieuse est recherchée, élément de la réconciliation en général... En pratique, une très forte proportion de catholiques. Mais personne ne prêche personne. Divers exercices sont pratiqués, qui sont autant d'approches de la *vie intérieure*. Chacun apprend à faire en lui le silence nécessaire à la rencontre de l'être... nécessaire peut-être mais semble-t-il pas suffisant, ou bien je n'ai pas su créer ce silence... passons. Toutes les heures, à l'appel de la cloche, chacun abandonne son travail et cherche la position (verticale) qui lui permettra de créer ce silence intérieur : c'est le *rappel de conscience*. Pour les mordus, la cloche sonne à six heures pour les premiers exercices, à six heures et demie pour la méditation...

La *vie communautaire* est l'apprentissage quotidien de la non-violence. La règle veut que toute décision soit prise à l'unanimité des Compagnons et Compagnes, réunis en *Chapitre*. Cette règle de l'unanimité évite, en principe, la persistance de conflits. Le *Patriarcat*, actuel ou à venir, doit servir la règle commune. Il ne commande réellement que lors de l'action non-violente, quand des décisions rapides s'imposent. La comparaison avec le rôle du "Chef" des tribus primitives, qui n'est chef que lors de la guerre, et "pacificateur par la parole" en temps normal, est d'autant plus tentante que Lanza aime à dire que l'Arche est une tribu, souche d'un nouveau peuple... Levi-Strauss et Clastres (cf. *La société contre l'État*) auraient-ils redécouvert ce que savait déjà Lanza ? ...

L'Arche n'est pas plus une communauté de moines qu'une communauté AA : c'est une *communauté de familles*, et c'est là le sens réel du terme "patriarcat". A midi tout le monde mange ensemble dans la grande salle commune, le soir les familles se recréent autour du repas. A l'Arche on ne prétend expérimenter ni l'amour libre, ni la sexualité de groupe. Mais l'Arche évolue, et accueille ses amis avec une tolérance

grandissante. S'il y a quelques années, les couples non mariés se trouvaient tout naturellement séparés pour la nuit, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il est même arrivé récemment qu'une brave dame de passage soit poussée par inadvertance (ou désir de trop bien faire) dans le lit d'un curé... L'histoire (authentique) n'en dit pas plus...

Les enfants sont entièrement élevés par leurs parents jusqu'à trois ans. Le jardin d'enfants, puis l'école primaire de la Borie, les accueillent ensuite. Mais cet accueil se veut aussi loin que possible d'une prise en charge, puisque le but essentiel est d'apprendre aux enfants à se gouverner eux-mêmes, et pour cela on cherche à développer l'ensemble de leurs capacités, intellectuelles, physiques, sensibles, artistiques, etc... L'école se veut aussi peu coupée de la vie que possible. Elle l'est pourtant trop aux yeux des Compagnons de Nogarey, qui ont choisi de laisser leurs enfants vivre entièrement dans la communauté, apprenant à s'y



G. Didier/GO CNV

rendre progressivement utiles (et agréables) selon leurs capacités et leurs envies... le souffle d'Ilich est passé par là...

Pour le secondaire, enfants et parents ont le choix entre l'éducation communautaire et l'internat du lycée le plus proche... Tous les enfants de l'Arche quittent, au moins pour un temps, la communauté. Besoin de se frotter au "dehors". Mais s'il est vrai qu'on juge un arbre à ses fruits, on se pose avec intérêt la question du devenir des plus anciens "enfants de l'Arche". Très peu ont choisi de revenir à l'Arche pour y vivre. Tous ici, ou presque, ont pourtant choisi de vivre selon les principes essentiels de l'Arche. Les uns se consacrent à une activité de "service", beaucoup d'autres vivent dans une jeune communauté charismatique, ici ou là.

Reste à évoquer l'action non-violente, ou partie émergée de l'iceberg. Une longue histoire, depuis la lutte contre le camp de concentration du Larzac pendant la guerre d'Algérie, jusqu'à la participation active de l'Arche à la lutte des paysans du Larzac. Un vrai retour aux sources... tout comme la lutte anti-nucléaire d'aujourd'hui évoque étrangement la lutte contre la bombe de Marcoule dès 1958. L'action non-violente contre l'oppression, le mensonge, l'injustice, témoigne d'un souci essentiel de cohérence : *la fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence*, pour reprendre la célèbre formule de Gandhi. Et c'est au fond cette même recherche de cohérence qui explique le lien, l'unité de tous les aspects de la vie à l'Arche :

« *L'action la plus efficace, le témoignage le plus significatif en faveur de la non-violence et de la vérité, c'est :*

- plus que de descendre dans la rue, répandre des tracts, parler aux foules, aller de porte en porte, mener des marches et des campagnes, faire irruption dans des usines à bombes, entreprendre des jeûnes publics, affronter la police, subir les coups et la prison (toutes choses bonnes à faire à l'occasion et que nous faisons volontiers), - c'est de vivre.

C'est de mener une vie qui soit une et où tout aille dans le même sens, de la prière et méditation au labeur pour le pain de chaque jour, de l'enseignement de la doctrine au traitement du fumier, de la cuisine au chant et à la danse autour du feu...

C'est de montrer qu'une vie exempte de violence et d'abus (de violence cachée autant que de violence brutale, d'abus légaux et permis autant que d'abus illégaux) est possible, que, même, elle n'est pas plus difficile qu'une vie de gain, ni plus déplaisante qu'une vie de plaisir, ni moins naturelle qu'une vie "ordinaire". »

Il est bien difficile de raconter en si peu de mots ce qu'on apprend en une semaine à la Borie. La première veillée, où chacun se présente à sa façon, la dernière, où l'on discute de tout à bâtons rompus, vaudraient à elles seules des pages et des pages... Bref, le sujet vaut bien un bouquin. Ça tombe bien, j'en connais un qui vient de sortir sur le sujet. L'auteur manque peut-être un peu de recul et d'objectivité, mais il semble bien informé. C'est un nommé Lanza del Vasto, qui s'est enfin décidé à ajouter à son œuvre littéraire un livre sur l'œuvre essentielle de sa vie, l'Arche. Il est publié chez Denoël sous le titre : *L'Arche avait pour vocation une vigne*. Il sortira sans doute bientôt en poche, pour les fauchés.

Quelques mots pour conclure. Personne n'est obligé de s'intéresser à tous les aspects de l'Arche, et de tout juger bon. Si c'est quand même votre cas, sachez qu'il y a encore trois villages à reconstruire dans le domaine de la Borie, et que les communautés ont pour vocation non de s'agrandir, mais de se multiplier... Pour moi, je rêve bien d'un écovillage non-violent, d'agriculture et d'artisanat, mais d'une tolérance infinie quant aux recherches personnelles, au travail "sur soi", aux relations amoureuses. Mais peut-être un tel écovillage ne vivrait-il pas trente ans... Quelle que soit votre recherche personnelle, de non-violence active, de vie communautaire, ou de vie spirituelle, vous pourrez en discuter à l'Arche avec des gens ouverts, tolérants, sincères et plus exigeants avec eux-mêmes qu'avec les autres. Et, pour la plupart, curieux de tout...

CÉDRIC

Une tâche difficile d'ailleurs pour un groupe militant sur une région sur-industrialisée, donc sur-polluée, et que pouvait tenter, comme l'ensemble des groupes écologiques, l'aventure électorale. C'est ce choix déterminé des Amis de la Terre de Lille pour un approfondissement du discours politique et social qui est leur implicitement depuis quelques années que concrétise la publication d'une brochure dans cette période de campagne électorale et d'absence de réflexion en profondeur.

Il n'est pas question d'élaborer un programme, même si la tentation est grande de proposer des «mesures vertes», un «programme vert». Il est plus important d'essayer de jeter un regard neuf sur des domaines que l'on croit bien connaître ou que l'on estime bien analysés. Un regard bien souvent «naïf» qui questionne les institutions du point de vue de l'utilisateur, du citoyen, et qui pose ainsi le problème de leur efficacité réelle. C'est ainsi que peut s'élaborer une critique des grands systèmes qui, tels les diplodocus, sont voués à une mort sociale certaine.

OUVRIR L'AVENIR

Les rédacteurs de cette brochure ont délibérément laissé de côté tous les sujets «classiques» de l'écologie : le nucléaire, l'urbanisation, le règne de la voiture, la pollution... Par contre sont abordés des thèmes tels que l'économie, l'Etat, l'individu et ses névroses, les pratiques politiques actuelles. Tous sujets souvent méconnus et mésestimés par la pratique, et la pensée, des groupes écologistes français. La démarche suivie est double : partir de l'individu et de ses désirs pour déboucher sur la nécessité d'un changement social dont certai-

NOTES DE LECTURE



Robert Crumb

nes des modalités sont esquissées, décrire la réalité sociale et politique actuelle (et en particulier ses nombreux points de blocage) ce qui conduit à proposer une intervention de déblocage, d'ouverture de l'avenir.

Pour reprendre un langage biologique, ce qui doit être favorisé dans l'intervention des écologistes est la possibilité de naissance des mutations («il lui faut rendre la société mutagène»). Car ce qui caractérise nos civilisations occidentales, c'est un conservatisme forcené qui bloque, ou réprime, toute tentative de construire du neuf, d'inventer. Et cette possibilité d'invention qu'il nous faut protéger et expérimenter. Au pouvoir de gestion, qu'une attaque frontale ne peut que rarement ébranler, il faut opposer un pouvoir d'expérimentation, seul capable d'«ouvrir l'avenir».

Cette pratique «alternative» renforce et nourrit une inter-

vention de «contrôle» des grands systèmes politiques et sociaux, intervention qui ne peut avoir pour objectif que le dépérissement de l'Etat. Une vieille tradition libertaire en somme aux effets démultipliés par les enseignements d'une pratique écologiste qui introduit l'expérimentation comme l'une des ses valeurs essentielles.

Pour la Amis de la Terre de Lille, une troisième voie existe entre Malville (et sa violence) et les élections : celle d'une démarginalisation de l'écologie d'une écologie qui fait retour sur elle-même afin d'élaborer les outils conceptuels et stratégique dont elle a besoin.

C'est pour servir cette perspective que «La 2^e porte à gauche» a été élaborée. Une brochure à prendre plus comme outil de travail à consulter, à critiquer, à améliorer. C'est par ces chemins détournés, mais «doux», car évitant les dogmes et les vérités révélées, que pourra se constituer une authentique stratégie politique des écologistes.

Avons de jouer...

Marc Thivolle

La 2^e porte à gauche. (numéro 13 de la revue *Légitime Défense*). Brochure réalisée par les Amis de la Terre de Lille. 51, rue de Gand 59000 Lille. 64 pages (abondamment illustrées), 9F. Paiements à effectuer à l'ordre de *légitime défense CCP Lille 70 6612*.

RECTIFICATIF

Le numéro spécial de *l'Affranchi*, «Autogestion et auto-construction dans la Commune libre de Christiania» est vendu au public 25 F et non 40 F comme nous l'avions annoncé. A commander au 24 rue d'Aumale, 75009 Paris.

Des habitants de Carrus poursuivis en justice pour occupation illégale de terres et ruines

Jeudi 2 mars 78, au tribunal de grande instance de Carcassonne, sont convoqués B & J Gachard pour occupation de terres et ruines à l'abandon, appartenant au Comte d'Alençon. Avant que soit prononcé un jugement, il lui adressent une lettre ouverte que voici :

Monsieur le Comte, vous nous assignez devant le tribunal de Carcassonne à cause de l'usage que nos avons fait de terres et ruines à l'abandon vous appartenant, et qui sont en enclave chez nous.

Il est tout à fait vrai que, illégalement nous avons usé de deux hectares de terres et de ruines, pour y établir notre fromagerie et faire le pain, et pour semer du blé ou du fourrage. Il est vrai aussi que nos chèvres, illégalement pacagent la garrigue vous appartenant. Mais, depuis 72, nous vous demandons d'acheter, de louer ou d'user de ces terres et ruines, et malgré leur mise en vente vous nous en refusez l'usage. La SAFER n'a jamais pu ou voulu intervenir malgré notre demande.

Il est vrai que, le 14 juillet dernier, nous avons soutenu l'installation d'une jeune fille et de son amie : Pierrette Sanchez et Arlette Pelegri, qui voulaient vivre au pays et à qui vous refusiez de vendre. 400 personnes étaient venues pour manifester leur soutien et ont signé pour témoigner leur solidarité.

Vous nous reprochez d'agir en toute connaissance de cause : oui, nous désobéissons constamment à une loi, et, nous le savons d'autant mieux que nous avons déjà été expulsés en 71 de la Bernède ; cette ferme depuis, est abandonnée et tombe en ruines.

Nous nous permettons, aujourd'hui encore de faire appel à votre conscience : savez vous le poids de pierres qu'on sort d'un champ nouvellement défriché ? Savez-vous l'effort d'une moisson, celui de pétrir

son pain, et la joie de le partager ?

Quel dommage avons-nous, causés aux ruines transformées en fromagerie ? Quel tort subit une terre abandonnée en portant du blé et du fourrage ? Est-ce que l'indemnité d'occupation que vous demandez : 100 F par jour à partir du 15 mars prochain, représente vraiment à vos yeux le prix du droit de vivre et travailler au pays !

Croyez-vous vraiment que le droit de propriété vous donne le droit de rendre à la ruine, comme la Bernède, ce que nous avons réparé près de notre maison de Carrus ?

Savez-vous quels témoignages de soutien en plus des 400 signatures recueillies le 14 juillet, sont dans le dossier de notre avocat : lettres d'origines les plus diverses : amis qui nous ont vu vivre ici, paysans du Larzac, conseiller général, municipalités, évêque de Carcassonne, et combien d'amis ? Croyez-vous qu'ils laisseront saisir et sequestrer le fruit de notre travail ?

Nous osons espérer qu'un simple acte de remembrement par l'acquisition à juste prix permettra de résoudre ce différent avant qu'il ne prenne des proportions plus importantes. Il s'agit du droit de vivre et travailler au pays. C'est à cause de tous ceux qui revendiquent ce même droit que nous avons dû aller jusqu'à enfreindre la loi. Nous espérons que vous pouvez considérer notre demande devant la Vie et non devant la Loi, et nous vous en remercions

Bernard et Jeannette Gaschard
Carrus par Caunettes en Val
11220 Lagrasse

Tous ceux qui le peuvent sont invités à venir le jeudi 2 mars, à 11 heures devant le Tribunal de Grande Instance Palais de Justice de Carcassonne. Ce que vous pouvez faire d'urgence : écrire au président du Tribunal,

Allemagne : mort par contamination radioactive

Dans l'atelier «fabrication des déviations» de l'usine de tuyauterie Siemens à Berlin Ouest, sont employés actuellement cent travailleuses immigrées turques et 4 ouvrières berlinoises. Leur travail consiste à enduire des pièces au pinceau avec du «prométhium 147». L'élément «prométhium 147» émet un rayonnement Beta relativement faible et d'une portée courte. Mais il pénètre facilement dans le corps par les voies respiratoires et les blessures superficielles de la peau. Il se fixe dans les os, les organes digestifs et le foie. On retrouve la moitié du rayonnement dans le corps après un an et dans les os après un an et demi. Si l'on est en permanence soumis à ce rayonnement, naturel ou artificiel, on risque de graves ennuis de santé.

Il y a actuellement vingt collègues turques contaminées. Elles se plaignent de perte de poids, de manque d'appétit, chute de cheveux, eczéma sur les mains, fatigue générale. On signale le cas d'une naissance avant terme ou l'enfant est mort deux mois après d'une méningite. Deux ouvrières turques sont mortes subitement. Les dépolluées ont été immédiatement rapatriées en Turquie, sans que l'autopsie ait été pratiquée. Le cas suivant illustre parfaitement la situation.

Elle se plaint depuis plusieurs mois de malaises. Employée depuis 1973 dans l'atelier de fabrication, elle était suivie par

le médecin de l'entreprise. D'après le dossier médical elle est reconnue «apte» à son travail jusqu'en 75. Le 7.5.76, on lui reconnaît une «incapacité partielle» et le 22.9.76 une «incapacité permanente». Mais jusqu'en Mars 77 elle continue à travailler dans les mêmes conditions. Ensuite on ne l'a pas changée de poste mais licenciée. Durant l'été 77, un médecin lui conseille de pratiquer un avortement car l'enfant qu'elle porte risque de graves ennuis de santé à cause de la radioactivité à laquelle elle était soumise depuis des années.

Déjà, en 1972, il était prouvé par des analyses scientifiques du physicien Zehman (analyses confirmées par l'atomiste Jans Scheer de l'université de Brême.) qu'à certains endroits de l'usine il y avait une radioactivité supérieure aux normes internationales.

A la suite de ces résultats une «commission d'enquête» (1) a commencé à rassembler des avis médicaux et des comptes rendus d'examen. Elle a demandé des examens sanitaires pour les employées concernées et diffusé une information dans l'usine et auprès du public

La réaction de la direction de l'usine Siemens ne se fait pas attendre après la publication des résultats dans la presse locale. Toutes les ouvrières de l'atelier furent obligées de déclarer qu'elles étaient volontaires pour occuper ce poste et qu'elles étaient prévenues des dangers représentés par leur

travail. La déclaration signée était rédigée uniquement en allemand et paraissait dans la presse.

Les patrons de Siemens profitaient de la crainte des ouvrières de perdre leur boulot. 12 femmes qui refusaient de signer ont été invitées par le chef du personnel à une «tea party» pour leur extorquer leur signature.

Le 19.8.77 la direction a laissé décontaminer les lieux de travail par le chef du personnel et les chefs d'ateliers et a sorti un décret de protection contre les radiations rédigé en turc.

Mais rien n'a changé dans les conditions de travail.

Parce que la direction affirme que tous ces «faits» sont faux, la commission d'enquête s'efforce d'organiser une contre-information.

Des actions sont prévues début 78. La «commission d'enquête Siemens» prépare actuellement un dossier sur cette affaire avec tous les chiffres, dossiers médicaux et analyses scientifiques. Pour tous contacts : Unterschnagsans Schuss Siemens, Prinz Eugen Str. Ecke Anton Strasse 1000 Berlin 65 (Allemagne)

(1) La «commission d'enquête» se compose d'ouvrières allemandes et turques et des membres des «Burgerinitiativen».

LIBRAIRIE

| | | | |
|--|---------|--|---------|
| Y en a plus pour longtemps Fournier..... | 40,00 F | Le Guide du Militant Denis Langlois..... | 12,50 F |
| Où on va j'en sais rien mais on y va Fournier..... | 15,00 F | Survivre à Seveso Scientifiques, militants, journalistes Italiens..... | 25,00 F |
| Bataille d'Alger, bataille de l'homme J. de Bollardière..... | 19,00 F | Bien naître Michel Odent..... | 27,00 F |
| Les grévistes de la guerre Jean Toulat..... | 25,00 F | Pour une naissance sans violence F. Leboyer..... | 25,00 F |
| Les trafics d'armes de la France C.L.I.C.A.N..... | 20,00 F | Agriculture biologique en France Lepape & Cadrou..... | 30,00 F |
| La France Militarisée Brachet, Pons, Tachon..... | 11,00 F | L'objection de conscience Cattelain (Que sais-je ?)..... | 9,00 F |
| La Bombe ou la Vie Jean Toulat..... | 25,00 F | La guide de l'objecteur C.L.O..... | 3,00 F |
| Soumission à l'autorité Stanley Milgram..... | 35,00 F | Objecteur aujourd'hui FEDO..... | 3,00 F |
| César Chavez, un combat non-violent J.M. Muller..... | 48,00 F | La justice militaire T.P.F.A. de Metz..... | 4,00 F |
| Gandhi et la non-violence Suzanne Lassier..... | 14,00 F | Armée ou défense civile non-violente CNV 75..... | 6,00 F |
| LE défi de la non-violence J.M. Muller..... | 30,00 F | Signification de la non-violence J.M. Muller (CNV 1974)..... | 4,00 F |
| L'Evangile de la non-violence J.M. Muller..... | 39,00 F | Une non-violence politique M.A.N..... | 8,00 F |
| Les Quatre Fléaux Lanza del Vasto (2 vol.)..... | 27,00 F | L'Héritage J.M. Muller (CNV 1977)..... | 4,00 F |
| La Force d'Aimer Martin Luther King..... | 25,00 F | Le nucléaire et l'information Atelier Jadis Aujourd'hui..... | 7,00 F |
| Creys-Malville, le dernier mot Conseil général de l'Isère..... | 30,00 F | Aspects technique, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire Y. Le Hénaff..... | 8,00 F |
| Alternatives au nucléaire Chercheurs de l'Institut de l'Energie de Grenoble..... | 25,00 F | Psychanalyse culturelle Claude Bastien..... | 10,00 F |
| Technique de la non-violence Lanza del Vasto..... | 11,00 F | Armements mondiaux la menace nucléaires S.I.P.R.I..... | 5,00 F |

Toutes les commandes sont à adresser à : GO CNV (service Librairie) BP 26 71 800 La Clayette. Participation aux frais d'envoi selon possibilités.

En marge des élections...

Pour une nouvelle dimension de la politique

Quoiqu'en disent certains, la politique c'est pas clair. Entre la droite et la gauche il y a peut-être une différence mais elle gagnerait beaucoup à être précisée. Tous les politiciens professionnels s'entre-déchirent aussi bien à Gauche qu'à Droite. Si les spécialistes en sont là, que dire des autres ! R. Barre à Pékin parlait de maréage et vous pouvez faire confiance à un caïman pour reconnaître au moins son milieu. Mais ça n'éclaire tout de même pas le problème. 500000 électeurs sont indécis ; leurs voix feront, disent les sondages, la victoire de la Gauche ou celle de la Droite. Quelle responsabilité ! Dans le doute abstiens-

toi dit la sagesse populaire. Mais si l'abstention n'était qu'une autre manière de voter ?

Par quoi distingue-t-on la Droite et la Gauche ? Pour éviter d'ajouter à la confusion, prenons quelques repères sur lesquels la majorité pourrait tomber d'accord : Carter, Giscard et Pinochet sont de droite et Brejnev, Tito, Staline et Mao sont ou étaient de Gauche. Par extension on va donc voir apparaître le centre, les extrêmes et même les centres droit et gauche. De sorte que, on pourra répartir les partis sur une droite, un axe allant de la gauche vers la droite de la manière suivante.

| | | | | | | |
|----------------------------|-------------------|------------------|----------|----------|----------|----------------|
| extrême-gauche | gauche | centre | radicaux | droite | C.N.I.P. | extrême-droite |
| Anars, Trotskyistes, Maos. | PC, PS PSU, RG | CDS, Valoisliens | | PR, RPR. | | Royalistes, FN |

Compte tenu du fait qu'on observe autant d'animosité entre les différents groupes qu'entre les partis d'un même groupe, on peut se demander si cette distinction gauche/droite a vraiment un sens. Autrement dit, indépendamment de la couleur politique annoncée, y aurait-il des critères objectifs permettant de distinguer la droite et la gauche et éventuellement les partis qui se chamaillent dans un même groupe ? Au risque de paraître idiot, cette question ne me paraît pas triviale. D'après un

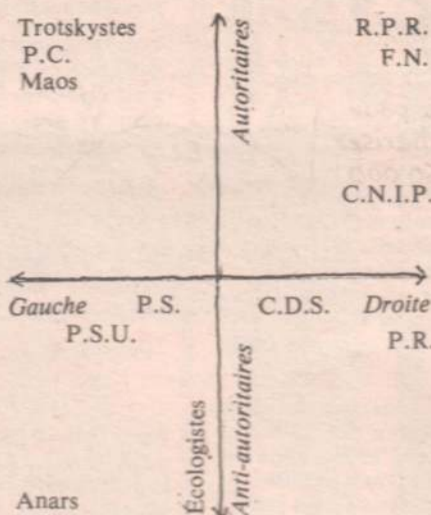
psychiatre anglais (J. Brown dans Techniques of persuasion, Penguin Book), les traits de caractères qui marquent une personnalité à Gauche ou à Droite apparaissent au moment de la socialisation de l'individu, vers l'âge de dix ans. Voici, d'après lui, les caractéristiques respectives de ces deux personnalités, plus quelques unes de mon cru entre parenthèses. A dire vrai, ces critères ne me paraissent pas aussi clairs que je l'aurais souhaité, dou les remarques

| DROITE | GAUCHE | REMARQUES |
|---|---|---|
| Croyant | Athée | Ce critère n'est pas évident compte tenu du nombre de chrétiens de gauche, voire même communistes, et du nombre de mécréants de droite. |
| Loyauté envers le chef | Loyauté envers le groupe | Et le culte de la personnalité de Staline ou de Mao |
| Pour la discipline (l'ordre) | Pour la liberté | Tout le monde revendique à la fois la liberté et la discipline. La discipline est exaltée partout lorsqu'elle sert le pouvoir, la liberté ne vient qu'après. |
| (Pour le droit) | (Pour la justice) | Si le droit n'était pas écrit pour défendre les privilèges de la classe au pouvoir, il pourrait être un rempart contre l'injustice. Par ailleurs, au nom de la justice le droit le plus élémentaire des gens peut être bafoué. |
| Pour le maintien des classes sociales | Pour une société sans classe | Les privilégiés du régime, quelle que soit sa couleur se constituent spontanément en classe : nobles, bourgeois, technocrates, copains-coquins, etc... |
| Pour la propriété privée | Contre la propriété privée (des moyens de production ?) | Parce qu'elle a la richesse, la classe capitaliste détient le pouvoir, tandis que les communistes profitent des richesses parce qu'ils sont au pouvoir. Quelle différence ? |
| Patriote | Internationalisme | Avoir les rivalités URSS-Chine, l'Internationisme a vécu sinon au sein des multinationales. Quant au patriotisme, les films de guerre communistes n'ont rien à envier à ceux des pays occidentaux. |
| La famille est le fondement de la société | Méfiant envers la famille | La famille est partout le fondement de la société établie dans la mesure où elle fournit des enfants pour perpétuer le système. Seuls les marginaux de gauche ou de droite la rejettent sans toutefois résoudre le problème des enfants (Dieu y pourvoira). |
| Morale et tradition | Critique des deux | Morale et tradition permettent de perpétuer l'ordre des choses et sont exaltées par tous les pouvoirs quelle que soit leur couleur. |
| antiféminisme | Féministe | Le MLF a tranché depuis longtemps : la droite est méprisante et la gauche condescendante vis à vis des femmes. Tous aussi phalocrates. |
| Pour une restriction de la sexualité | Pour la liberté sexuelle | Tous les hommes sont pour la liberté sexuelle de la femme des autres. |
| A des préjugés | Sans préjugés | Pas évident du tout, un cynique disait : «les hommes n'ont pas d'opinion, ils n'ont que des intérêts.» |

Cette liste n'est cependant pas limitative et chacun pourra la compléter selon ses goûts. Cependant, plutôt que d'épiloguer sur des critères aussi peu concluants ne pourrait-on pas trouver autre chose ? Le psychologue et philosophe américain William James (mort en 1910, c'était le frère de l'écrivain Henry James) propose un autre trait de caractère permettant de mieux différencier les comportements que le simple critère Gauche droite. Il s'agit du fait d'être autoritaire ou anti autoritaire. Qui plus est, dit-il, ce trait s'acquiert très tôt dans la vie, avant l'âge de deux ans, et il est donc beaucoup mieux ancré, pratiquement indélébile,

dans la personnalité de chacun. L'histoire nous donne un tas d'exemples de gens qui passent de la gauche à la droite et vice versa, mais jamais de partis autoritaires à des partis anti autoritaires ou l'inverse. On peut citer par exemple : Marcel Deat, neo-socialiste, et Jacques Doriot, du comité central du PCF, qui passent au nazisme, Auguste Lecœur, dauphin de M. Thorez, fonde plus tard un groupuscule fasciste, Claude Roy de royaliste devient communiste puis abandonne, M. Duverger de vichiste passe à la gauche, etc... Si on essaye alors de distribuer les partis dans un plan comportant non plus un

seul axe gauche/droite mais deux axes à savoir gauche/droite et autoritaire/anti-autoritaire, on obtient la distribution suivante :



Je ne suis pas sûr que la distribution précédente satisfèrait tout le monde, mais chacun est libre de déplacer les

bulles comme lui convient. L'avantage par rapport à la simple projection sur l'axe G.D paraît tout de même assez évident dans la mesure où maintenant les crabes ne se retrouvent pas tous dans les mêmes paniers. Il resterait maintenant à établir une liste des critères distinguant les partisans de l'autoritarisme et leurs adversaires. Ainsi, par exemple, les autoritaires sont partisans de l'ordre, et la hiérarchie sous l'autorité d'un chef tandis que les anti-autoritaires récusent la hiérarchie et sont partisans de l'organisation autogérée, les féministes et les écologistes seraient du côté anti-autoritaire, etc...

Dans la foulée on pourrait même imaginer d'autres axes, par exemple: conservateur/révolutionnaire. On passe alors à la géométrie à n-dimensions et ce n'est pas évident de pouvoir s'en sortir avant les élections.

Y. Le Henaff.
février 78.

Elections, piège à cons!

Tout le monde sait - ne serait-ce qu'intuitivement - que la France est gouvernée par des groupes financiers ou industriels. Les preuves sont nombreuses. Par exemple, les patrons peuvent requérir la police ou l'armée pour faire entendre raison aux ouvriers alors que l'inverse ne s'est jamais produit quand bien même la gestion patronale serait désastreuse (sidérurgie, textile, Lip...). Toutes les revendications sociales ou les activités non-rentables sont prises en charge par l'Etat - mais financées bien entendu par les contribuables - et orientées ou plutôt détournées à son avantage. Les cotisations des allocations familiales sont décidées par le gouvernement et redistribuées - en partie seulement - pour maintenir un taux optimum dans la fabrication des travailleurs-consommateurs. Idem pour la Sécurité Sociale qui se voit imposer un nombre incroyable de charges indues, depuis les investissements hospitaliers (éducation des médecins, recherches,...) jusqu'aux retraites anticipées en passant par la couverture des salariés agricoles, des curés et des militaires, sans qu'elle puisse créer ses propres dispensaires et fabriques de médicaments. L'Enseignement dispense ses largesses aux diverses couches sociales en raison inverse de leur contribution financière. La recherche scientifique publique doit fournir aux groupes privés des brevets d'invention à bon compte. Les entreprises nationalisées doivent accorder aux industriels des prix «compétitifs». Les banques et caisses nationalisées leur prêtent à faible taux d'intérêt l'argent des épargnants. Enfin, outre le maintien du désordre établi, l'Armée assume son rôle primordial qui est d'éponger le surplus travail/impôts transformés en biens non consommables: les armements. Il serait en effet dangereux que le temps libéré par l'automatisation soit réparti entre les travailleurs : s'ils prennent le temps de réfléchir, c'en est fini de la pyramide sociale.

Savoir intuitivement qu'on est couillonné est une chose, mais savoir par qui, pourquoi et comment ça se passe en réalité est beaucoup moins évident. Il a fallu toute la patience de cinq universitaires pour démêler l'écheveau des com-

binaisons politico-financières dans le «Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France par Allard, Beaud, Bellon, Lévy et Liénart» qui vient de sortir aux Ed. du Seuil, comme par hasard à quelques semaines des élections.

Il ressort de cette étude que la France est gouvernée par moins d'une vingtaine de groupes financiers ou industriels. Voici pour 1975, le chiffre d'affaire (CA en milliards de francs) de quelques unes de ces entreprises et le nombre de salariés sous leur contrôle. A titre de comparaison, le PNB de la France en 1975 était de 1420 milliards de francs.

| GROUPE | CA | SALARIES |
|------------------|-----|----------|
| Paribas | 153 | 790 000 |
| Suez | 74 | 550 000 |
| Peugeot | 26 | 172 000 |
| Empain Schneider | 22 | 130 000 |
| Michelin | 15 | 126 000 |
| Rothschild | 4 | |
| Dassault | 3,7 | 15 000 |
| L'Oréal | 3,6 | 22 000 |

Il faut savoir encore que le bénéfice moyen de ces entreprises est pratiquement toujours supérieur à 10% du CA. Ce n'est évidemment pas le cas des entreprises nationalisées. Ainsi, par exemple, les relations entre la SNIAS (nationalisée) et Dassault sont on ne peut plus révélatrices. Non seulement Dassault se fait subventionner par l'Etat (1750 millions en 1975, soit 3 fois le capital de la société Dassault), mais pour le développement du Mirage F1, par exemple, l'Etat a avancé 3 fois plus (574 millions) que Dassault (183 millions) tandis que la SNIAS perdait 130 millions sur le contrat de sous-traitance de 260 millions que lui accordait généreusement Dassault.

D'autres groupes comme Lazard, Rivaud et Worms n'ont pas été étudiés de sorte qu'on ne saura pas encore de qui dépend la maison d'édition du Seuil éditrice du livre en question. En revanche, les groupes nationalisés (SNCF, CDF, EDF, GDF, Elf, EMC, Renault, Snecma-Snias) y sont décrits. Le total de leur chiffre d'affaires (138 milliards de

Ces trois textes, pas directement liés aux législatives, s'amuse autour du phénomène «Marsiens».

La sainte famille des élus du peuple



francs) et le nombre de leur salariés (750000) sont inférieurs à ceux du groupe Paribas. Pour compléter, un important index de 6000 noms d'entreprises donne leur CA, le nombre de salariés et leur dépendance financière. Un regret cependant: les fabricants d'armes (ex. Matra: 4100 salariés et 760 millions de CA) me semblent sous-représentés (secret d'Etat ?).

Enfin pour la bonne bouche, la carte de visite que nos politiciens réservent à leurs intimes: un tableau donnant les liaisons familiales ou autres entre le personnel politique et les groupes financiers. Le tableau suivant reprend le tableau de la page 21 du «Dictionnaire des groupes...» auxquels j'ai ajouté les noms cités dans le texte et quelques autres (marqués *) connus par ailleurs.

On n'est évidemment pas responsable des tares de sa famille. Malheureusement, ces belles âmes électorales ont-elles jamais dénoncé ou fait quelque chose contre les inégalités dans le pays, tant par leur pouvoir au sein de leurs groupes financiers qu'au gouvernement ? Auparavant, les groupes intervenaient dans la politique par personnes interposées. De Gaulle a supprimé les intermédiaires en faisant entrer directement les personnes intéressées au gouvernement. Un siècle et demi d'élections et de parlementarisme pour en arriver là. Un sage Hindou a dit: «Celui qui n'apprend pas par l'expérience est condamné à répéter indéfiniment les mêmes erreurs.» Rendez-vous fin Mars... à la pêche, s'il reste encore des rivières non polluées.

Y. Le Hénaff, Février 78

| Personnel | Groupes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------|---------|---------|---------|-------|------------------|-----|-----------|------|-----------|-----|--------|--------|----------|------|----------|---------|--------------|---------|------|--------|-----|--------|--|
| | Lazard | Paribas | Dreyfus | Worms | Schneider-Empain | PUK | Rotschild | Suez | St Gobain | CGE | Wendel | Vernes | Prouvost | CFAO | Dassault | L'Oréal | Dollfus-Mieg | Thomson | SLEE | Rivaud | IBM | Nestlé | |
| Présidents | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| De Gaulle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pompidou | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| V. Giscard | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| R. Mayer | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ministres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Couve de Murville | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chaban Delmas | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chirac | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Debré | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Baumgartner | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fourcade | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Boulin | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bettencourt | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chalandon | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Frey | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Galley | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Guéna | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jacquinet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Misoffe | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| D'Omano | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Poniatowski | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Stim | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sudreau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taittinger | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| S. Weil ou Veil | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| M. Pelletier* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bourgès-Manoury* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| J-M Louvel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| E. Giscard (père) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| O. Giscard (frère) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ph. Giscard (cousin) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| G. Deferre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mal Leclerc | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gal Gallois* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gal de Bénouville* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gal Souviat* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| H. de l'Estolle* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| H. Bonnet* (2) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

● désigne un lien familial

■ désigne un autre lien (affaires, employé du groupe, etc...)

(2) ex-directeur des ventes d'armes à la Direction Ministérielle pour l'Armement.

Sigles : PUK = Pechiney-Ugine-Kuhlmann
 CGE = Compagnie Générale d'Electricité
 CFAO = Comptoirs Français de l'Afrique Occidentale
 SLEE = Société Lyonnaise des Eaux et d'Eclairage

Dés-abusés

Les rares ceusses qui s'efforcent de faire une analyse politique du rôle «historique» de la mouvance écologique reconnaissent d'emblée le point suivant, à savoir que cette dernière n'est que pour partie responsable de l'attrait qu'exercent ses idées et sa pratique sur l'ensemble du public.

Et qu'est-ce qui fait le reste alors ? Le fond de l'air ? Le «jeu des contradictions d'une société capitaliste ? La distance entre le(s) pouvoir(s) et les citoyens ?

Dans le numéro de Décembre 1977 de la très sérieuse (très productiviste et très sciento-technologiste) revue «la Technique», on lit les résultats de deux récents sondages qui, c'est le moins qu'on puisse dire, laissent songeur...

Le premier a été réalisé pour le Bureau National d'Information Scientifique et Technique, auprès de 1200 français «représentatifs». On a demandé aux sondés de choisir dans une liste de 4 disciplines «qui les intéressent». Beau programme.

Résultats : la médecine vient en tête avec 53%, suivie de... l'écologie (36,2%) et la

Terre (32,7%) ; «la société» vient au 4^e rang (29%), puis la mer (22%), la sociologie (22%) et l'éducation (21%), l'agriculture et la biologie (20% chacune).

En tête, donc : tout ce qui a trait à la vie et à son support, à toutes les échelles : de la cellule à la planète, de l'individu aux plus vastes collectivités. C'est-y pas chouette, non ?

Surtout que la liste continue, et que c'est pas triste : économie, inventions, aviation-espace, astrologie, technologie... ne glanent que 9 à 15% DES SUFFRAGES: De mieux en mieux : les sciences physiques n'ont que 5%. Et juste après, en avant-dernière position, devinez ? l'atome (4%) ! (NDC : donc l'antinucélaire et c'est déjà moins rassurant) ! Les «ponts et chaussées» ferment le cortège avec le très minable score de 3,5%.

Tout cela se passe de commentaires ; alors j'en ferai un, qui consiste à comparer ces résultats avec ce qu'ils étaient voici dix ans : l'espace, la physique et l'atome étaient alors en tête ; Dieu-robot, Maman-la-science, et l'homme n'est qu'une machine («médecine», «biologie» dans le dernier tiers) qui doit dominer la nature («terre», «mer», etc.. en queue): L'écologie ? elle n'existait tout simplement pas. Non-mais-je-vous-demande-un-peu, qu'est-ce qui peut bien intéresser les gens, d'nos jours ?!

Mais le sondage continue : «pour être cultivé, est-il nécessaire d'avoir des connaissances techniques ? NON (70%)

«Ressentez vous le progrès comme positif ou négatif ? NEGATIF ! (79%)

Pourquoi ? «Il augmente le pouvoir de ceux qui gouvernent» (35%), «il est source de chômage» (plus de la moitié).

Bon, ben alors... «Le progrès technique apporte-t-il à l'homme plus de bien que de mal ?» La majorité «ne se prononce pas nettement» (dixit le commentaire).

Bien sûr, à propos de toutes ces questions, on me dira que «le progrès technique», c'est vague. Quel progrès ? N'empêche que quand on dit, tout simplement, le progrès, ça évoque aussitôt ce pseudo-progrès que nous ont apporté les années 50-73. C'est celui-là qui est jugé. Durement.

Dans les poubelles de l'histoire.

Tirez la chasse et fermez le ban.

Ah non, attendez, eh ! «La Technique» a un autre sondage à présenter, «plus tranché et plus optimiste» (c'est à dire répondant à ses vœux les plus chers).

Il est dû à l'OCDE. «70% des français estiment que la science est un des principaux facteurs d'amélioration de la vie». Ouf !

Mieux encore : «91% pensent qu'il y a encore quelque chose de bien à découvrir par la science».

Oui, Oui... Bons français, ça !

Oh, attendez ! Vous avez dit... «de bien» ? Quoi ? Tout ne serait-il pas... «bien» ?

Non M'sieur ! «67% croient à la possibilité d'effets très dangereux des applications civiles de la science» (quant aux applications militaires, hein, c'est leur rôle...) NOUS Y SOMMES, M'sieur ! Le progrès, on s'en fout, on connaît, c'est tout dégueu. Mais il y a d'autres progrès, où de fait, on n'est pas chiens, la science peut jouer un certain rôle. De la science, du progrès «bien», «pas dangereux».

On n'est pas des passésistes, nous. Le progrès, c'est du passé, ça oui. Mais un progrès pour vivre mieux, «en toute connaissance de cause», on ne demande que ça. Celui-là, il apportera à la femme - et à l'homme - plus de bien que de mal.

C'est ça qu'ils disent, les gens.

Ben dis donc, «qu'est-ce qui intéresse les français ?» Euh... l'écologie ?

Emmanuel de Severac

PS : Et il y en a qui disent que les écolos ont besoin de se servir des élections de Mars... A-crê-vin-guieux !!

CHRONIQUE DES INSURGÉS



● INSOUSSION AUX AFFECTATIONS AUTORITAIRES

François Blondeau passera en procès à Chambéry le 3 mars à 8 h 30 pour insoumission au SEC (secrétariat d'État à la culture). Vous pouvez manifester votre soutien en écrivant au Pdt du Tribunal correctionnel de Chambéry. Contact : La Marge, 47 rue d'Italie, 73000 Chambéry.

Hubert Ballet, insoumis ONF depuis mai 75, est convoqué devant la 17^e chambre du T.G.I. de Paris le lundi 8 mars à 13 h 30. Il a fait opposition à un premier jugement rendu par défaut en mai 76 et par lequel il avait été condamné à 4 mois de prison. Vous pouvez écrire à M. le Pdt de la 17^e Chambre correctionnelle du T.G.I. de Paris, 1 Bd du Palais, 75001 Paris, et envoyer un double à M^e Thierry Hervé Bazin, 46 rue Claude Terrasse, 75016 Paris. Soutien: FEDO, 37 rue des Marronites, Paris 20^e. Soutien financier : Hubert Ballet, CCP 3815 62 A Nantes.

Bernard Lucet passera en procès à Saint Nazaire mardi 7 mars à 15 heures. Vous pouvez écrire au Pdt du TGI de St Nazaire, 77 rue Albert de Mun. Un gala de soutien est organisé jeudi 2 mars, salle de la Fraternité, 1 rue de l'Isle de France, 44600 St Nazaire. Comité de soutien 57 rue des Hauts Pavés, 44000 Nantes. Soutien financier Philippe Peneau, CCP 4071 11 W Nantes, mention BL.

On rappelle que Daniel Thévenet comparaitra mardi 7 mars à 14 heures au palais de justice de Roanne. Réunion vendredi 3 mars

à l'ex-caserne Werlé, salle 18. contact : Jean Luc Denis, 42124 Cottance. Soutien financier, Gaby Rousset, Les Combes Chevières, 42140; mention procès. Un renvoi collectif de 15 livrets militaires est prévu.

Gilles Thierry a été condamné par le tribunal de Périgueux à huit mois de prison avec sursis.

● INSOUSSION TOTALE

Jean Marie Oudoire, arrêté le 18 janvier dernier, est en grève de la faim pour exiger sa libération et sa relaxe du chef d'inculpation d'insoumission. Après 40 jours aucune solution n'est toujours envisagée. L'arbitraire est d'autant plus flagrant que Philippe Ballanghein l'un de ses collègues, a été libéré après trois semaines d'incarcération. Quelques adresses : J.M. Oudoire, hôpital militaire, Scrive, 59998 Lille Armées. Commandant de la 2^e région militaire, caserne Vandamme, 55998 Lille Armées. Comité de soutien 51 rue de Gand, 59000 Lille. Soutien financier Martine Soulié, CCP 478 13 R Lille.

Bruno Reynal, insoumis depuis octobre 77, a été arrêté samedi 18 février et incarcéré à Metz où il a entrepris une grève de la faim. Bruno travaillait au chantier autogéré de Picardie, Pucheviller 80920 Toutencourt.

● LIVRETS MILITAIRES

Pierre Letort, de Brissac-Quince, est passé en procès le 1^{er} mars devant le tribunal correctionnel d'Angers. C'est l'un des 23 qui avait renvoyé ses papiers en sou-

tien à Daniel Baudry, à Saumur en mars 77. CCP Pierre Letort, 145 971 Y Nantes.

Michel et François Jarjaval, 1 rue Pasteur, 77940 Voullx, recherchent des personnes intéressées par le renvoi de papiers militaires sur leur région.

● ANCIENS ENGAGÉS

Le collectif des anciens engagés, chez Jean-René Quinard, le CUN du Larzac, la Blaquerie 12230 La Cavalerie, consacre son dernier bulletin aux ACCIDENTS MILITAIRES. Les commandos, les morts pendant les manœuvres, les suicides... une hécatombe que les morts de la prochaine guerre ne justifie pas.

● LIBERTÉ D'EXPRESSION

Il ne fait pas bon être objecteur insoumis et passer en procès pendant la période électorale. A Grenoble du moins. Car dès qu'on essaie de distribuer quelques tracts sur la question, un samedi après-midi au centre ville, on se retrouve au poste pour plusieurs heures. Il y a tout de même une justice : il ne fait pas meilleur être tunisien et prétendre protester contre la répression en Tunisie, car on subit alors le même sort. Samedi dernier, il ne faisait même pas bon lire les tracts qu'on vous tendait, car on risquait tout autant de se faire embarquer. Consolation : un petit distributeur de tracts RPR a lui aussi connu le même sort. Le commissaire s'est excusé de cette «erreur»... Jean Michel Bonte a été jugé mardi 28 février à Grenoble. ■

AUTRE GAG

Amnesty international vient de demander à Valéry Giscard d'Estaing la grâce de trois condamnés à mort. VGE a répondu, rendez-moi Empain, on verra après !

DANGEREUX POUR LA SANTÉ

Le Ministre Bonnet avait déclaré aux CRS, il y a quelques temps à Marseille : «vous représentez une spécificité» qui, gniagnia, gniagnia.

Ça veut dire « CRS, vous êtes une nouvelle garde prétorienne ». Un décret du 31 mars dernier pousse la CRS dans le sens de cette autonomie. De plus en plus, ces mercenaires pourront s'affranchir des autorités locales (maires, commissaires de police) et se spécialiser sur le maintien de l'ordre, directement branchés avec Bonnet. Cette police en dehors de la police risque de se payer de sacrées bonnes tranches de dévouement incontrôlé. Qu'on se souvienne de l'attitude des CRS à Malville... brutes ? incontrôlés ? Non, seulement dangereux pour la santé du citoyen antinucléaire !

TOUTE LA MORT POUR DORMIR

Un nouveau parti, le PVFD (Parti des Vrais Français Démocrates : 154 (10) rue d'Oberkampf 75011 Paris) propose «Aux USA, des Hyppies avaient présenté un cochon. Nous, ce que nos propositions c'est de présenter un animal partout où nous serons présents : crapauds, caméléons, cochons...etc tous ces animaux se présentant sur la liste du PVFD. le jour des élections, toutes les cellules organisent un carnaval dans la ville, le quartier où elles sont présentes. On ouvre des bureaux de veautte, on dépose du papier chiotte dans les urnes transparentes... ne plus subir, bouger, se fendre la gueule... nous avons toute la mort pour dormir».

RADIO-SRANKISS

C'est la radio privée de l'Union Démocratique Bretonne. En français «radio liberté». Elle a émis 3 minutes à Brest. L'UDB a pris cette initiative parcequ'elle n'a pas pu s'exprimer à la TV «en tant que parti politique»

COMITE VILLEMEN PARIS X

Il rassemble des habitants et associations de quartiers et veut obtenir pour les habitants la deuxième moitié d'un domaine militaire désaffecté depuis près de 10 ans. Déjà une parcelle du jardin a été transformée en square depuis quelques mois. Il faut obtenir maintenant le bâtiment et le terrain restant avant qu'il ne devienne béton ou même autre square triste et banal. Il y a plusieurs mois, le Comité organisait une manif à laquelle PC et PS coururent avec leurs grosses banderoles. Ceci met nos amis en colère, ils décident alors, que lors des rassemblements aucune apparition propre des organisations politiques ne serait tolérée.

Le samedi 18 février, le comité organise un «défilé-déguisé» et y invite les enfants du 10^e. Ils trouvent alors au lieu de rendez-vous les sbires de droite et de gauche qui font tourner la fête au cirque électoraliste. Mais le comité et les manifestants sont partis tout colorés manifester dans le quartier laissant seules la gauche et la droite dans le jardin.

EN BREF

La centrale de Paluel va coûter 40% de plus que Fessenheim... au prix où est le beurre !

POLISARIO

Les otages du désert chopés par le Polisario attaquent en justice la boîte qui les employait en Mauritanie. Pensent que l'entreprise ne les a pas assez protégés. Les multinationales seront-elles condamnées à fournir leur paquet de mercenaires en prime avec chaque ingénieur livré clef en mains ?

BAPTÊME

A Verdun sur le Doubs, Là ouisque le Chef d'Etat a mangé la pochouse et émis, après le pousse-café, un discours dit «du siècle», il se passe des choses rigolotes. L'Avenue de la Gare est devenue la rue Valéry Machin, et pis plein de choses de ce genre. Verdun sur le Doubs deviendrait VGE sur le Doubs. Vous voyez comme les français ont encore le sens de la fête, de l'à-propos et du respect !

AVOCAT-TAULARD

Paraît que Me joë Hordmann ne parle pas bien l'allemand. En conséquence, le président du tribunal de Stuttgart lui refuse le droit de défendre Klaus Croissant. De bas calomnieux verront là des atteintes au moral de la défense. Qu'on le sache bien une fois pour toutes, l'Allemagne de l'Ouest est un pays démocratique, propre, amoureux de la légalité, juste, socialiste, etc... toutes ces sortes de choses. Répétez 20 fois en fermant les yeux. Miracle, on comprend alors que quelques prisonniers-mauvais joueurs ont fait exprès de se suicider par derrière pour jeter l'opprobre sur une justice saine.

Me Croissant, avocat-taulard, n'a pas de souci à se faire. Le verdict est rendu ! Maman, j'ai peur !

POL: POLLU: POLLUTION MANIF DE MOMES

Ils étaient une cinquantaine mercredi 23 dans le Marais. «Nous voulons des terrains de jeux», «ras le bol des parkings», «on a pas de place pour jouer». Quelques jours auparavant ils avaient distribué un tract sur les marchés. Ils sont allés jusqu'à un hotel rénové de la rue des Francs-bourgeois qu'ils réclament pour en faire une maison de jeunes. Deuxième étape, l'Hotel de Ville pour demander des terrains à Chirac.



A TOUTE BLINDE



VERDON NOUVEAU MASSACRE

EDF prépare encore un mauvais coup. Il s'agit cette fois du massacre d'un des sites les plus extraordinaires : les Gorges du Verdon. Mais la résistance s'organise. EDF envisage la construction d'un barrage à Chasteuil. La construction du barrage projeté priverait d'eau le grand canyon, elle assurerait le départ des derniers habitants et le triomphe des promoteurs. La coalition EDF-Armée-Tourisme parviendrait à ses fins : la désertification et la mort d'un pays.

Ce cri d'alarme lancé par le journal «Le Bugada» doit être

entendu pour ne pas permettre un nouveau coup fourré du Pouvoir sur cette terre déjà mise à mal. Les habitants ont entrepris de s'opposer par tous les moyens à cette décision.

«Le Pouvoir teste notre réaction, c'est le coup décisif porté au Verdon. A nous d'assumer nos responsabilités et de faire plier l'Etat, au moins sur ce projet. A chacun de choisir son camp. Se taire en pareille affaire est de la trahison ; ce sera l'affrontement. Soyons y prêts et prêts aussi à aller jusqu'au bout».

Un reportage sera consacré à cette affaire dans un prochain numéro de GO CNV

ENCORE UNE BAVURE

Philippe Paris enseignant a porté plainte contre les flics. Sa voiture a été criblée de balles dans la nuit du 14 au 15 février. Il avait pris peur en voyant surgir d'une voiture trois hommes à la mine patibulaires et armés de pistolets et matraques. Devant l'agression présumée il tente de s'échapper. C'était pas une agression, ce fut une «bavure». Miraculeusement indemne il sera tout de même conduit au commissariat où il restera une dizaine d'heures non sans se faire insulter.



**Nous
sommes
tous
des
enragés**

Tout va de plus en plus mal dans le monde juridico-carcéral. Du refus arbitraire d'une libération conditionnelle à la condamnation d'un automobiliste qui avait légitimement refusé d'ouvrir le coffre de sa voiture, en passant par le déménagement de 350 détenus pour cause de "nettoyage", la logique de la sécurité accentue de jour en jour sa pression sur chacun de nous... même si deux "préventifs" sont libérés à la suite d'une vaste campagne de solidarité, il est vrai.

Dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 novembre 77, 2 garnements, Joël Larrivé et Patrick Bunoz, tous deux antinucléaires, tous deux membres du Comité Malville, tous deux approuvant comme moyen normal de lutte le sabotage du chantier de Super Phénix, à la condition expresse que ces actes respectent l'intégrité physique, se font pincer au Pont de Briord avec pour tous bagages deux cocktails molotov, destinés aux clôtures du site.

A l'inverse des enfants bien sages qui attendent le marchand de sable, Joël et Patrick en voulaient au surgénérateur, ne pouvaient pas dormir en paix avec cette concentration radioactive braquée sur eux comme la lunette d'un fusil made in USA, sur la nuque d'un opposant chilien. Cette nuit là, ils se croyaient deux, sur ce satané pont alors que nous étions 60000 «terroristes-Carlos-Baader-Conty-et-j'en-passe» qui les accompagnaient dans nos cœurs. Mais cette nuit-là, les flics n'ont vu qu'eux. Sont pourtant toujours bien informés, les flics. Suffit de consulter leur ordinateur fichier IBM pour y retrouver nos belles gueules de farouches antinucléaires, ceux-là même qui bouffaient le chlore de la répression bourgeoise un 31 juillet malvillesque, ceux-là mêmes qui ont vu mourir Vital dans la boue fasciste, ceux-là mêmes qui prendront le relais de Joël et Patrick, tout à l'heure demain, bientôt ; maintenant qu'ils sont libres. —

Libres, ils le sont depuis deux semaines. Ça c'est pas fait tout seul. Il a fallu d'abord une grève de la faim, le soutien efficace des copains à l'extérieur, une manif dans les rues de Grenoble la veille de Noël (500 personnes), un feu d'artifice tiré devant la prison à Lyon, mais surtout une caricature de juge d'instruction s'en mordant les

■ déménagement

Dans la nuit du 23 au 24 février, la centrale de Clairvaux a été le théâtre d'un bien singulier ballet : durant plus de quatre heures la gendarmerie a procédé au déménagement des quelques 350 détenus qu'abrite cette prison. Motif : une vaste opération de fouille des cellules et de renforcement des dispositifs de protection. Stammheim n'est plus très loin, et gageons que les agents de l'administration pénitentiaire découvriront à Clairvaux de multiples armes et moyens de communication.

Cette opération, bien sûr, n'est pas ponctuelle. Elle s'inscrit dans une politique délibérée de la part du Ministère de la Justice visant à démontrer que, même incarcérés, les «truands» restent dangereux pour le commun des mortels. Il ne se passe pas une semaine, par exemple, sans

■
Lettre adressée au Président de la République le 19 décembre 77

Monsieur le Président

je me permets de soumettre à votre bienveillance la situation dans laquelle je me trouve. Je suis prisonnier de droit commun actuellement incarcéré à Poissy (Maison Centrale) pour vol qualifié et utilisation de papiers d'identité d'une tierce personne.

Ma demande de libération conditionnelle venant de m'être refusée par le Garde des Sceaux, je m'empresse alors de vous écrire mon indignation envers une décision qui, beaucoup plus qu'une injustice, semble une ultime manœuvre pour anéantir un homme. Quelles qu'en soient les véritables raisons elles ne semblent pas justifiées.

Je résume ici mon histoire : tout commence début 71, où malade des nerfs suite à des ennuis familiaux, mon destin voulut que je rencontre un voyou. Dans cet état de déséquilibre et désormais «en bonne» compagnie, il ne fallut pas longtemps pour qu'un malheur arrive. Le premier juillet, je me laissai entraîner dans un vol qualifié. Dans les heures qui suivirent, mon complice fut arrêté tandis que par miracle, je bénéficiai de circonstances incroyables qui me tinrent hors d'atteinte de la police. Vivre perpétuellement en fuite n'est pas une solution, aussi je décidai d'aller à l'autre bout du Monde. Trois années s'écoulèrent et lorsque mon épouse et ma fille voulurent me rejoindre, je me rendis compte que j'allais leur offrir quelque chose de «faux». Après mûre réflexion, et plaçant toute ma confiance dans la justice française, je vins me constituer prisonnier le 8 juillet 74.

Pourquoi moi, le «coupable» d'hier, me voici aujourd'hui victime d'une injustice et d'une malhonneté flagrante ? Lors de mon procès, les jurés furent largement informés que je bénéficierai d'une demi-peine, c'est à dire que les grâces recouvreraient la moitié de ma condamnation. C'est sur cette base

de calcul qu'ils m'infligèrent abusivement 6 années de prison... et le Président du Tribunal ajouta : «que votre avocat fasse une demande de grâce présidentielle, je mettrai un avis favorable afin que vous soyez rapidement de retour dans votre foyer... allez, au pire vous ferez un bon service militaire !»

Moi, Michel Thomas, je certifie qu'avant ce premier Juillet 71, aucun tribunal de France n'a eu le plus petit délit à me reprocher. Que dans ma vie, j'ai toujours régulièrement travaillé dans la représentation et le dessin industriel. Que j'ai montré une réelle confiance dans la justice de mon pays en parcourant 2500 kilomètres pour me constituer prisonnier. Qu'en vue de ma libération conditionnelle, j'ai fourni des certificats de travail et d'hébergement. Que des personnes très honorables se sont portées garantes de ma conduite. Que ma famille m'attend et veut m'aider à repartir à zéro. Que j'ai déjà obtenu trois permissions sans qu'aucune infraction ne les remettent en cause...

Mais les faits sont là : sur 6 ans, il me reste un an et dix mois à faire puisque la grâce présidentielle m'a été refusée et ma conditionnelle vient de l'être. Alors je vous pose trois questions : ou est la libération à mi-peine promise le jour de mon procès ? Qui bénéficie de ces avantages et comment les distribue-t-on ? Qu'est ce que la réinsertion sociale ?

Aujourd'hui, je sais que dans notre société, un homme appartenant et opérant pour le SAC (ou autre groupe d'extrême-droite) a toutes les chances de s'en sortir. Mais malheur si le même individu est affilié à un parti de gauche ! Jr viens de réaliser que ce ne fut qu'un jeu pour les RG de se renseigner sur mes opinions politiques et c'est probablement là qu'il faut voir la source de tous mes ennuis depuis mon incarcération. Il me paraît inadmissible que des gens opposés à mes idées puissent abuser de leur pouvoir en brisant un homme, son foyer, ses enfants...

Michel Thomas 17 rue de l'Abbaye
N° d'écrpu 6683 78303 Poissy

■ l'anti-civisme

Quand je pense au mal que se donnait mon instituteur pour nous inculquer, à nous autres futurs citoyens de cette république nommée France, les quelques principes civiques élémentaires à la vie sociale, jeme dis, au lendemain de ce 24 février 1978, que ce pauvre homme se donnait bien du souci pour rien. Car l'essentiel de ce qu'alors il nous enseignait pouvait se résumer en la nécessité, pour chaque citoyen, de respecter, d'appliquer et de faire appliquer les lois et règlements de notre cher pays. Et que s'est-il passé ce vendredi 24 ? Un citoyen, Michel Trignolles, s'est vu infliger un mois de prison avec sursis et 500 F d'amende pour avoir refusé d'ouvrir le coffre de sa voiture lors des vastes opérations de contrôle déclenchées après l'enlèvement d'Empain. Et, ce faisant, il s'alignait sur l'arrêté du Conseil Constitutionnel qui avait déclaré illégale la loi sur la fouille des véhicules. En somme, il appliquait ce vieux principe que, gamin, on m'avait énoncé.

Et comme le tribunal était tenu de motiver son verdict, il a fait appel à la notion de «flagrant délit» qui, selon lui, justifie de telles pratiques (ce qui reste encore à démontrer). Et si l'on s'amuse à suivre la logique de cette affirmation, l'on arrive à une bien bizarre conclusion : étant donné qu'à chaque instant, en France, il y a un flagrant délit quelque part, celui-ci peut justifier toutes les mesures d'exception que le gouvernement entendra bon de prendre. Une perspective qui nous donne froid dans le dos. L'état de droit perd de plus en plus son importance, nous sommes en train de nous installer de plus en plus ouvertement dans un état d'exception.

Mais tout n'est peut-être pas perdu : Michel Trignolles ayant fait appel, l'appareil judiciaire peut revenir en arrière... Ce qui m'étonnerait, les faits prouvant que la logique de l'exception est bien amorcée dans notre «société libérale avancée».

M.T.

doigts de ne pouvoir bouffer du contestataire, avec un dossier ridiculement vide et une misérable charge se résumant à une détention d'explosifs basés sur les témoignages arbitraires de quelques policiers véreux.

A côté de cela, les perquisitions se sont

succédées à La Monta, une communauté où vivent une vingtaine de personnes et qui abrite l'imprimerie «Vérité Rhône-Alpes». La Monta, Joël et Patrick la fréquentaient. C'était suffisant pour la voir assiégée par une soixantaine de flics de tous poils dans la rubrique «des flagrants délits». Garde à vue furent les distractions de l'heure. Ils se sont plantés, bien évident. Mais les ordinateurs IBM eux, ont bien bouffé ce soir là...

Mandrin

**La semaine
prochaine
la GO/CNV
en vente
le mercredi
dans tous
les kiosques !**

199 SOMMAIRE

En banlieue parisienne (patrie des cartes oranges) on ne s'amuse pas avec les élections. Enquête dans la jungle des bulletins de vote PP 3 & 4

Lambert, penseur de fond et rameur solitaire des concepts, propose sa nouvelle piste : à la croisée des mots P. 5

La Hague, vieille cible des écolos; pour la Nième fois, on tape dedans . P. 7

DOSSIER GANDHI

« Gandhi, parce qu'il a montré que chacun de nos actes, chacun de nos gestes, le plus quotidien, le plus machinal, est politique, c'est le plus grand homme politique, plus grand révolutionnaire de tous les temps. C'était l'avis d'Einstein, d'ailleurs. » - Fournier, dans Charlie-Hebdo en 1970.

..... PP. 9 à 12

Yves Le Henaff et De Severac reconstruisent le Palais Bourbon en deux pages PP. 14 & 15

Le courrier, un journal d'impressions, des infos, la chronique de Mandrin, les Insurgés, Le Terrain ..



La
semaine
prochaine
la
GO CNV
en
vente
le
mercredi
dans
tous
les
kiosques !

Votez jeune, votez frais, votez Tintin !

E TANT DONNÉ,

D'UNE PART la complexité du monde vivant, l'avancement des sciences, les rapports de force politiques, les ramifications souterraines de la haute finance, la synergie inconnue des activités humaines, la loi inexorable de l'entropie, le piège réducteur des analyses systémiques et l'originalité bouleversante de chaque être humain...

Et D'AUTRE PART la famille qui mutile, l'école qui débecte, la patrie qui abêtit, le travail qui fouette les sangs, les meubles à donner du confort, la télé à trépaner les têtes, et cette bombe de Damoclès qui nous épargne tout effort,

LA SOCIOLOGIE POLITIQUE A TROUVÉ UNE LOI SCIENTIFIQUE : L'ÉLECTEUR MOYEN A UN NIVEAU MENTAL MOYEN DE ONZE - DOUZE ANS.

Si les phrases échangées dans la campagne électorale qui s'ouvre s'adressent à des enfants de onze-douze ans, n'en soyez pas étonnés : C'EST VOULU.

C'est un problème d'offre et de demande. Faut que ça coïncide. L'électeur moyen a un vocabulaire limité. On lui offrira des discours très simples avec quelques mots simples, où domine le concret. Éviter surtout l'abstrait. « Papa c'est quoi la liberté ? c'est quoi la justice ? c'est quoi le bonheur ? c'est quoi l'amour ? » - « Tais-toi, tu comprendras plus tard ».

Concret, tangible, palpable : l'argent. Concrets : les gendarmes et les voleurs. Concrets : les maîtres et les domestiques. Voici donc, chers et aimés lecteurs, en exclusivité et en avant-première, les promesses électorales des partis en présence:

RPR : Les mauvais élèves chahuteurs empêchent les bons de travailler. Ils leur tirent les cheveux à la racine. Ils leur volent leurs billes à la sortie du lycée. Nous mettrons des gendarmes devant la porte.

PR : Nous allons changer un peu le règlement et repeindre les porte-manteaux. Les pions donneront moins de colles. Les cancre du fond de la classe passeront devant pour qu'on les surveille mieux.

BARRE : Je veux bien vous donner plus de bon points mais je ne peux pas vous en donner plus que ce que j'en possède. Quant aux notes, elles progresseront lentement si vous travaillez patiemment. Vous ne passerez pas directement en philo. Faut le temps de former vos tendres cervelles.

PS : Il est temps de changer de maîtres. Vingt ans, ça suffit ! Vos nouveaux professeurs sont jeunes et capables. Ils vous permettront d'assister aux conseils de classe. Le martinet sera remplacé par un plumeau en soie. Les filles pourront aller dans les classes des garçons, à condition qu'elles ne se laissent pas tripoter par ces petits sagouins.

FRONT AUTOGESTIONNAIRE : Chouette, les mecs ! Vous pourrez auto-gérer vos récré. Football ou colin-maillard, c'est vous qui choisirez. On n'est pas une bande de chouettes copains ! Allez, tous en chœur : « Youkaï-di, youkaïda, il est né le divin enfant ».

PC : Les masses enfantines laborieuses mettront fin à la scandaleuse répartition



des caramels mous. Finis, les gros qui se goinfrent et les petits qui se la serrent ! Des caramels pour tous, telle est notre devise. Les cumulards de bonbons peuvent payer, ils paieront. Il faut prendre le chewing-gum dans la poche où il se trouve, même si on se colle un peu les doigts. Votez PC, le parti des joues pleines !

Voici donc la politique réduite à la cour d'un lycée, niveau école primaire. Et pendant ce temps, dehors, la vie qui passe, changeante, subtile, élargie aux dimensions de l'écosphère. La vie qui porte sa croix, la mort, seule gagnante certaine. Et l'énergie vitale qui gonfle les blue-jeans, s'insinue dans les prisons du corps, craquèle les dogmes des bureaucrates soudain mélancoliques. A Seveso, un réacteur emballé laisse fuir par la cheminée un assemblage inédit de molécules tératogènes. Les tueurs de phoques se reconvertissent dans la chasse aux morses, rapport à l'ivoire. Les bulldozers font place nette dans la forêt amazonienne et voilà qu'un habitant de Sidney, à l'autre bout, manque d'air, brusquement. Les pêcheurs péruviens accumulent les records et c'est la protéine qui fait défaut au Bengali. Le promoteur du barrage d'Assouan s'avise de la disparition des limons et regarde le béton d'un autre œil. Le manipulateur de gènes ferme la fenêtre par peur des courants d'air. Les journaux insistent sur la nécessité nucléaire et ferment leurs colonnes aux petits inventeurs fous qui

utilisent les restes du gaspillage. Les propriétaires de la lutte des classes ne reconnaissent plus leurs classes et se demandent si Marx a prévu le rôle révolutionnaire de la classe moyenne, tertiaire, salariée. Sur la tombe du barbu, dans un cimetière de Londres, un adepte lève au ciel un poing désespéré : « Ô, Dieu, pourquoi n'as-tu pas tout prévu ? »

Et pendant ce temps, les technocrates réunis à huis clos, se divertissent devant la télé, en regardant le duel Marchais - Peyrefitte. Pendant ce temps, Chirac en campagne fulmine ses anathèmes avec des mots martiaux. Pendant ce temps, les sondeurs posent la question-clé : « Pipi ou caca ? ». Pendant ce temps, aux Bahamas, dix hommes, pas davantage, jouent le monde au Monopoly, achètent des rues de la Paix, des régimes sûrs, des continents à la dérive.

Pendant ce temps, les naïfs comprennent que la démocratie est la tyrannie du grand nombre. Comprennent que les lecteurs d'Einstein inondent la planète de bandes dessinées et brûlent les échelles pour rester seuls dans les hautes sphères. Comprennent que la terre est une maternelle entourée de miradors à laser.

Alors les naïfs ferment leurs postes de télé et font l'amour. Ce n'est pas encore interdit, mais j'entends comme un bruit de bottes dans le couloir.

ARTHUR